

RELEVER LES DÉFIS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

INITIATIVES DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



CRÉDITS

Publié en Janvier 2024

ÉCRIT PAR



Anna Faucher et Camille Perigaud, Let's Food.

Avec l'aide de Lana Khouildi et Louison Lançon.

Let's Food est une association loi 1901 qui soutient les territoires dans la construction de systèmes alimentaires durables et résilients à travers la coopération territoriale et l'échange de bonnes pratiques au niveau local, national et international.



L'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis est la plus grande organisation de gouvernements locaux et régionaux au monde. En tant que réseau mondial de villes et de gouvernements locaux, régionaux et métropolitains et de leurs associations, CGLU s'engage à représenter, défendre et amplifier les voix des gouvernements locaux et régionaux afin de ne laisser personne ni aucun endroit de côté.

Grâce à la collaboration, au dialogue, à la coopération et au partage des connaissances, CGLU s'efforce de faire progresser la réponse et l'action mondiales par le biais d'engagements et d'accords novateurs qui deviennent des fils conducteurs transcendant les frontières et reliant les communautés entre elles, afin d'élever et d'autonomiser le niveau local.

www.uclg.org

AVEC LE SOUTIEN DE



Dans cette étude, CGLU analyse et met en lumière les politiques innovantes de 10 gouvernements locaux et régionaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde. Des recommandations aux gouvernements locaux, régionaux et nationaux ainsi qu'aux institutions internationales sont également proposées.



TABLE DES MATIÈRES

- 2** — Editorial. Lutter contre l'insécurité alimentaire : L'engagement inébranlable de CGLU
- 4** — Introduction. Un aperçu de l'insécurité alimentaire dans le monde
- 6** — Initiatives de gouvernements locaux et régionaux
 - 6 - Amman, Jordanie
 - 8 - Antananarivo, Madagascar
 - 10 - Catalogne, Espagne
 - 12 - Chefchaouen, Maroc
 - 14 - Durban, Afrique du Sud
 - 16 - Montpellier, France
 - 18 - Rufisque, Sénégal
 - 20 - São Paulo, Brésil
 - 22 - Siem Reap, Cambodge
 - 24 - Vancouver, Canada
- 26** — Contributions externes
 - 26 - Thierry Giordano, CIRAD
 - 27 - Rebeca Monroy Torres, Université de Guanajuato
- 28** — Principaux enseignements tirés des initiatives locales
- 30** — 6 Recommandations pour lutter contre l'insécurité alimentaire localement
- 34** — Bibliographie

EDITORIAL

LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : L'ENGAGEMENT INÉBRANLABLE DE CGLU



Une alimentation saine et nutritive est un droit humain fondamental, une pierre angulaire de notre bien-être et de notre prospérité. Les gouvernements locaux et régionaux et les services publics locaux ont un rôle essentiel à jouer dans la garantie d'un accès à une alimentation suffisante et durable pour toutes et tous. Dans le paysage complexe du 21^e siècle, nous sommes confrontés à des défis mondiaux. L'aggravation des inégalités, l'inflation, la surconsommation et l'utilisation injuste de nos biens communs, les conflits en cours et les crises climatiques ont un impact direct sur les systèmes alimentaires et révèlent leurs limites.

L'insécurité alimentaire représente un défi systémique dans nos sociétés contemporaines, où les inégalités territoriales et socio-économiques continuent de se creuser, exacerbées par la rareté des ressources et l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes. La demande d'aide alimentaire d'urgence augmente chaque jour, soulignant le besoin impératif d'améliorer la préparation aux situations d'urgence et de remodeler fondamentalement le système existant afin de prévenir ces crises de manière proactive. Pour répondre à ces questions urgentes, nous devons soutenir et accompagner des systèmes alimentaires locaux et durables, ancrés dans la proximité ; en favorisant des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus robustes et vertueuses et en renforçant l'approvisionnement de services publics au niveau local.

Pour relever ces défis, les gouvernements locaux et régionaux s'impliquent activement pour une agriculture et une alimentation de qualité. L'Agenda commun du Secrétaire général des Nations Unies appelle à la nécessité de transformer nos systèmes alimentaires afin de garantir la durabilité, la nutrition de nos communautés et l'équité. La réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) dépend des contributions de tous les acteurs, au-delà des États-nations ; donnant lieu à des politiques innovantes, des initiatives communautaires et des partenariats stratégiques menés par les gouvernements locaux et régionaux.

Ils sont, à ce titre, très actifs dans les processus politiques internationaux liés à l'alimentation, tels que le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et le Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), dans le but de transformer la gouvernance à plusieurs niveaux autour des systèmes alimentaires. En outre, les gouvernements locaux et régionaux, par l'intermédiaire des services publics qu'ils mettent en oeuvre —tels que les repas publics, la gestion des déchets et les systèmes de santé, l'urbanisme et le zonage et l'éducation— impactent durablement les systèmes alimentaires et accompagnent la transition d'une manière clé.



Cette publication propose des éléments de réflexion sur la mise en oeuvre du Pacte pour l'avenir du CGLU. L'organisation s'est fixée les objectifs ambitieux de participer à créer un monde plus équitable, plus durable, plus solidaire et plus résilient pour les personnes et pour la planète.

Par l'intermédiaire de cette étude, Cités et Gouvernements Locaux Unis, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Centre Mondial pour l'Alimentation Urbaine Durable (CEMAS), renouvèle son dévouement inébranlable pour s'attaquer à cette question aux multiples facettes. Nous sommes également reconnaissant-es au Ministère Français des Affaires Etrangères pour son soutien et sa confiance.

Les initiatives présentées illustrent la manière dont les gouvernements locaux et régionaux collaborent avec un large éventail de parties prenantes pour soutenir celles et ceux qui ont besoin d'un accès à la nutrition. Elles proposent des idées novatrices, des bonnes pratiques et des recommandations politiques pour aider les collectivités territoriales à élaborer des politiques efficaces de lutte contre l'insécurité alimentaire.

Les gouvernements locaux et régionaux considèrent les biens communs comme des biens collectifs pour l'humanité. C'est pourquoi nous pensons que la façon dont ils sont gérés doit changer : les biens communs, et en particulier notre alimentation, doivent être gérés comme un service public centré sur le bien-être des personnes, leurs besoins économiques et alimentaires, tout en respectant l'environnement.

Pour l'avenir, il est essentiel que tous les acteurs redoublent d'efforts pour mettre en place des systèmes alimentaires locaux et durables qui assurent un accès équitable à la nutrition, renforcent la résilience des communautés et défendent la justice sociale et le bien-être. L'étude qui suit souligne le rôle important des gouvernements locaux et régionaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la garantie de l'accès à la nutrition comme moyen de transformer nos systèmes alimentaires et comme partie intégrante de notre Pacte pour l'avenir de l'humanité.

Emilia Saiz, Secrétaire Générale - CGLU





INTRODUCTION

En 2015, le deuxième Objectif de Développement Durable formulé par l'Assemblée générale des Nations unies était d'éliminer la faim dans le monde d'ici 2030. Sept ans plus tard (2022) et presque à mi-chemin du calendrier formulé par l'ONU, la Banque mondiale et la présidence du G7 créent une Alliance Mondiale pour la Sécurité Alimentaire pour répondre à la crise alimentaire mondiale sans précédent qui s'annonce (crise sanitaire COVID-19, guerre en Ukraine, rupture des chaînes d'approvisionnement, etc.) Un an plus tard, en 2023, il est presque certain que le deuxième objectif de développement durable ne sera pas atteint d'ici 2030. Partout dans le monde, les États sont en retard sur leurs engagements et l'insécurité alimentaire continue d'augmenter. En 2022, environ 9,2 % de la population mondiale était confrontée à la faim, contre 7,9 % en 2019. L'insécurité alimentaire modérée ou sévère touche 29,6 % de la population mondiale, soit 2,4 milliards de personnes, dont 11,3 % en insécurité alimentaire sévère —sans accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive permettant de satisfaire les besoins et préférences alimentaires” (1; 2). Au contraire, en 2016, l'obésité mondiale a presque triplé par rapport à 1975, avec plus de 1,9 milliard d'adultes considérés en surpoids, dont 650 millions sont obèses (3).

Les habitudes de consommation évoluent rapidement dans les pays du Sud comme dans le reste du monde : la consommation d'aliments transformés et ultra-transformés augmente, de même que la consommation de viande ; la “malbouffe” et les supermarchés sont de plus en plus présents dans les villes ainsi que dans certaines zones rurales, ils sont des symboles culturels et sociaux de revenus et de statut social plus élevés, en particulier parmi les classes moyennes en expansion. Ainsi, de par le monde, de nombreux pays, ville voire quartier sont confrontés au triple fardeau de la malnutrition et doivent faire face à la fois à la sous-nutrition, au surpoids et aux carences en micro-nutriments (4). Bien que les niveaux de pauvreté mondiaux aient baissé avant 2020, une part importante de la population vit toujours autour du seuil de pauvreté et reste extrêmement vulnérable aux chocs. La pandémie de Covid-19 a eu un impact direct sur les ménages les plus pauvres qui, pour surmonter les difficultés économiques liées à la pandémie, ont souvent réduit leurs dépenses alimentaires au détriment de leur nutrition et de leur santé (diminution de la consommation d'aliments riches en nutriments, remplacés par des aliments moins sains et riches en calories). En 2020, de nombreuses personnes retombent dans un cycle de pauvreté et de vulnérabilité ce qui aggrave l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant et après la pandémie, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines (5).

Pour contrer cette dynamique internationale et pallier l'inaction au niveau national, de nombreux gouvernements locaux et régionaux travaillent sur les questions agricoles et alimentaires depuis les années 1990 (6). Au niveau local, de nouveaux modes d'action, de politiques et de coopération interterritoriale se cristallisent au sein d'institutions internationales telles que Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Le Pacte pour l'avenir de l'humanité de CGLU —adopté lors de la conférence politique de Daejeon en 2022— souligne le rôle des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'agents de changement et précurseurs dans la transformation du système alimentaire. Ils doivent s'approprier les enjeux de l'agenda mondial et mettre en œuvre collectivement des actions concrètes pour contribuer à une transformation durable des sociétés (7).

L'insécurité alimentaire est un problème structurel et systémique intrinsèque aux sociétés capitalistes contemporaines, où les inégalités de toutes sortes se creusent et continueront de s'aggraver face à la raréfaction des ressources et à la multiplication des phénomènes climatiques intenses. L'aide alimentaire d'urgence n'est plus une affaire ponctuelle : les besoins sont quotidiens et ne cessent de croître, en particulier pour les populations les plus marginalisées (enfants, personnes âgées, femmes, populations rurales, etc.) En effet, dans près de deux tiers des pays du monde, les femmes sont davantage confrontées à l'insécurité alimentaire que les hommes, car les inégalités et les normes négatives liées au genre affectent l'accès des femmes aux ressources et aux services, tels que la terre, les connaissances et la nourriture (8).

La malnutrition des femmes a un impact sur l'issue des grossesses et sur la santé des enfants —on estime que la dénutrition maternelle est à l'origine de 20 % des retards de croissance chez les enfants— ce qui perpétue l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité au-delà des générations (9). Aujourd'hui, le modèle qui consiste à soutenir des associations récupérant, dans les supermarchés, des produits alimentaires hyper-transformés destinés à être jetés, pour les distribuer aux personnes les plus vulnérables, est à bout de souffle. Il ne résout en rien les problèmes structurels de pauvreté et d'inégalités, ni ceux de la surproduction et du gaspillage alimentaire. Il contribue également à maintenir les bénéficiaires d'aide alimentaire dans une insécurité multidimensionnelle (10). Nous devons repenser la lutte contre l'insécurité alimentaire, identifier les blocages systémiques et trouver des solutions intégrées et des leviers potentiels de changement (11). Pour ce faire, il est important de considérer l'insécurité alimentaire sous différents angles. L'accès à une alimentation de qualité peut être déterminé par : le prix (accès économique), la répartition géographique des points de vente (accès physique), ou encore l'éducation et la culture (accès cognitif) - c'est-à-dire la connaissance des produits alimentaires dits de qualité, ou le marquage social et/ou culturel associé à la consommation de certains produits (fast-food perçu comme une nourriture occidentale réservée à un statut social important, par exemple) (12).

L'insécurité alimentaire est également étroitement liée au concept de souveraineté alimentaire, défini par La Vía Campesina comme un système alimentaire dans lequel les personnes qui produisent, distribuent et consomment les aliments contrôlent également les mécanismes et les politiques de production et de distribution des aliments. S'opposant au régime alimentaire corporatif actuel, la souveraineté alimentaire est intrinsèquement liée à la manière dont la sécurité alimentaire est conçue en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie : elle met l'accent sur les économies alimentaires locales, l'agriculture familiale durable et des pratiques culturellement appropriées (13). Depuis la pandémie de la Covid-19, les gouvernements locaux et régionaux du monde entier utilisent plus largement le concept pour redéfinir leurs politiques agricoles, afin de garantir la sécurité alimentaire et de s'attaquer à la vulnérabilité des longues chaînes d'approvisionnement. En outre, il est essentiel de reconnaître que la sécurité alimentaire est étroitement liée à de nombreux autres défis tels que les migrations rurales-urbaines, le changement climatique, la pénurie d'eau, le régime foncier et la disponibilité des terres, l'inflation des marchés mondiaux, le chômage, les conflits et les enjeux géopolitiques. L'insécurité alimentaire sera désormais aggravée par le changement climatique : les prix des denrées alimentaires vont augmenter et les rendements des cultures diminuer. Les ménages à faible revenu seront les plus exposés au risque de famine : avec les conséquences du changement climatique, les projections du GIEC anticipent 183 millions de personnes supplémentaires exposées à la faim (14). De même, à mesure que les ressources se raréfient (eau, terres arables, etc.), des conflits risquent d'éclater, entraînant des chocs d'approvisionnement, des populations déplacées et vulnérables et une hausse des prix des denrées alimentaires, le tout provoquant une aggravation de l'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire étant complexe et directement liée à un contexte géographique, économique, social, culturel et politique particulier, les actions mises en place pour y répondre sont diverses mais connues. Elles couvrent un spectre d'interventions plus ou moins approfondies et complexes, mais toutes tendent vers le droit à l'alimentation, soit le droit d'accès régulier, permanent et sans restriction à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du consommateur. Dans cette étude, plusieurs approches et politiques publiques de lutte contre l'insécurité alimentaire sont présentées à travers dix exemples de gouvernements locaux et régionaux. La ville d'Amman (Jordanie), la communauté urbaine d'Antananarivo (Madagascar), la région de Catalogne (Espagne), la ville de Chefchaouen (Maroc), la ville de Durban (Afrique du Sud), la métropole de Montpellier (France), le département de Rufisque (Sénégal), la ville de São Paulo (Brésil), la région de Siem Reap (Cambodge) et la ville de Vancouver (Canada) activent différents leviers et impliquent différentes parties prenantes pour garantir la sécurité alimentaire. Leurs actions sont présentées dans l'étude suivante comme des bonnes pratiques dont les collectivités locales du monde entier peuvent et doivent s'inspirer pour transformer et relocaliser leurs systèmes alimentaires.





ÉTUDE DE CAS AMMAN

Solutions communautaires et outils participatifs pour renforcer la sécurité alimentaire en milieu urbain

Le paysage jordanien se caractérise par une aridité croissante et des ressources en eau extrêmement limitées, ce qui crée un environnement inhospitalier pour l'agriculture. Au cours des dernières années, le pays a été confronté à la désertification agricole, qui va s'aggraver si l'on considère que la moitié des terres cultivées de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord est classée comme très vulnérable au changement climatique. D'ici 2050, on estime que les rendements diminueront de 10 à 20 % au niveau local (15). De plus, les crises successives ont provoqué une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires, tant au niveau des coûts de production que des dépenses de consommation. Endettés, de nombreux agriculteurs ont été contraints de vendre leurs terres pour exercer une activité plus lucrative dans les villes, tandis que le prix des produits alimentaires a augmenté de 4,8 % depuis 2020, les produits frais étant généralement plus chers que les produits transformés ou les plats préparés (16). Les migrations des campagnes vers les villes ont contribué à augmenter l'insécurité alimentaire et la pauvreté mais aussi a sapé la souveraineté alimentaire du pays ; 98 % des aliments consommés en Jordanie sont actuellement importés.



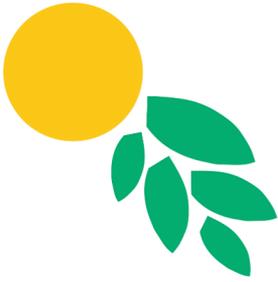
CHIFFRES CLÉS

- Ville d'Amman, Jordanie
- Population: 4 061 150 habitants, soit 45% de la population jordanienne
- Pourcentage de résidents vivant sous le seuil de pauvreté : 15,7 % (17)
- Nombre de résidents en situation d'insécurité alimentaire : 160 000 (2014) (18)
- Taux de chômage : 19 % en Jordanie (17)
- Part de l'alimentation dans le budget des ménages : 28,2 % à Amman, 32,5 % en Jordanie (19)
- Part de la consommation d'eau du pays dédiée à l'agriculture : 65% à 72% (18)



En Jordanie, la forte dépendance à l'égard des importations alimentaires, l'inflation des prix des denrées alimentaires, l'augmentation de la pauvreté et la vulnérabilité de la production agricole locale sont autant d'éléments qui reflètent les problèmes croissants d'insécurité alimentaire. L'agriculture urbaine s'est petit à petit imposée comme une alternative à Amman. Elle fait partie intégrante de l'agenda municipal de la ville depuis 2007 grâce à un programme d'agriculture urbaine et de sécurité alimentaire et la mise en culture de nombreuses terres publiques. Grâce à son "Bureau pour l'agriculture urbaine" et à son Forum multilatéral - une collaboration entre des entités publiques et privées, des ONG et des citoyens pour planifier conjointement l'agriculture urbaine dans la ville (20) -- la municipalité a développé des partenariats avec plusieurs organisations internationales afin d'encourager les habitants à produire des aliments pour leur propre consommation. Cette stratégie repose sur une coopération entre plusieurs parties prenantes et est soutenue par plusieurs ministères tels que le ministère de l'agriculture et le ministère de l'environnement (20). Il existe ainsi plus de 300 jardins sur les toits des immeubles, ainsi que 4 000 jardins cultivés dans les écoles et chez les particuliers. Une banque de terres facilite les liens entre les propriétaires fonciers et les producteurs, tandis que de nouvelles réglementations en matière d'utilisation des terres imposent l'affectation de 15 % des terres à des espaces verts ou à des cultures (21).

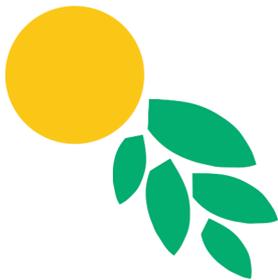
Bien que l'agriculture urbaine ne suffise pas à garantir la sécurité alimentaire à Amman, elle peut partiellement répondre aux besoins en produits frais de certains ménages et constitue une utilisation particulièrement intéressante des espaces interstitiels de la ville qui favorise la gouvernance alimentaire et l'inclusion des groupes sociaux marginalisés, tout en créant des emplois et en améliorant les moyens de subsistance à l'échelle locale.



INITIATIVE 1

Verdir les camps pour renforcer les compétences des communautés marginalisées

En 2017, le collectif belge " Greening the camps " a créé un jardin expérimental sur le toit du centre culturel " Jadal for knowledge and culture " à Amman. Ce centre, d'abord construit pour échanger des idées, socialiser, tisser des liens et partager des expériences, a permis au collectif d'expérimenter la construction d'infrastructures dans des espaces interstitiels - une étape préliminaire au lancement d'un projet plus large : créer des fermes communautaires sur les toits des camps de réfugiés. En 2018, en collaboration avec l'ONG locale "One Love", Greening the camps a développé un site de production dans le camp de Jerash à Amman - un camp de réfugiés palestiniens qui abrite plus de 45 000 individus. Avec les familles intéressées, ils ont co-créé des espaces verts au sein du camp, en tant que zones de loisirs, de biodiversité et d'activités éducatives. En plus d'encourager une alimentation saine et de faire bon usage des espaces interstitiels (toits inutilisés) pour la production alimentaire - améliorant ainsi l'accès des résidents à une nourriture saine et nutritive en quantité suffisante -, Greening the camps est une initiative communautaire inclusive qui répond aux besoins sociaux, favorise la cohésion de la communauté, renforce l'autonomie des résidents locaux marginalisés et améliore les moyens de subsistance en créant des emplois. Elle offre de nombreux services et opportunités tels qu'un soutien psychologique, social et juridique, en particulier pour les jeunes et les familles, et dispense une formation professionnelle (22).



INITIATIVE 2

"Amman is listening" : faciliter l'accès aux services de base

En collaboration avec la Fondation Bloomberg, la municipalité d'Amman a créé des "cartes d'accessibilité" afin de mettre en évidence les lacunes des services essentiels, d'améliorer la préparation aux crises à venir et d'allouer des ressources pour le développement des infrastructures. Elles rassemblent toutes les commodités disponibles dans chaque quartier (infrastructures publiques, espaces de vente, etc.) et mettent en évidence les chaînes d'approvisionnement courtes, les produits locaux, les espaces verts et les mobilités piétonnes. Ainsi, les communautés les plus vulnérables d'Amman peuvent avoir un meilleur accès à des aliments sains et nutritifs. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative "Amman est à l'écoute", vise à répondre aux problèmes d'accessibilité identifiés par la municipalité lors de la pandémie de COVID-19, lorsque les communautés les plus vulnérables n'avaient pas accès à une alimentation et à des services de santé adéquats dans la ville.

Depuis la création de ses "cartes d'accessibilité", la municipalité d'Amman a mis en place une plateforme interactive de données ouvertes permettant aux habitants de faire part de leurs préoccupations et de fournir des informations en temps réel afin d'améliorer la fourniture des services municipaux essentiels. Ce processus participatif implique les communautés marginalisées dans la création de solutions et d'outils qui contribuent à améliorer la sécurité alimentaire dans la ville (23).



ÉTUDE DE CAS ANTANANARIVO

L'agriculture urbaine pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition

Madagascar est l'un des cinq pays au monde les plus touchés par la malnutrition chronique* et l'un des dix pays les plus vulnérables au changement climatique (cyclones, inondations, tempêtes, sécheresses, tempêtes de sable, etc.) (25). Ces dernières années, la malnutrition est devenue une préoccupation croissante à Antananarivo en raison d'un fort exode rural et d'une augmentation exponentielle et incontrôlée de la population urbaine. Alors que les communautés rurales pauvres des zones périurbaines migrent vers Antananarivo à la recherche d'une vie meilleure, l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire s'étendent des zones rurales vers les zones urbaines (26).



CHIFFRES CLÉS

- Communauté urbaine d'Antananarivo
- Région d'Analamanga, Madagascar
- Population : 3,5 millions d'habitants
- Terres agricoles : 14 000 ha irrigués, soit près de 45% de la superficie de la ville (27)
- Accès à l'eau potable : 26% des ménages de la région d'Analamanga
- Malnutrition chronique : près de 50% des enfants malgaches (moins de 5 ans)
- Coût de la malnutrition infantile : 14,5% du PIB de Madagascar (28)
- Pauvreté: 77,6 % de la population malgache (29)



La métropole d'Antananarivo est particulièrement verte. Plus de la moitié de la superficie de la capitale est consacrée à l'agriculture, en particulier à la riziculture (base de l'alimentation malgache) et à la production de légumes et 20% des ménages de la ville sont impliqués dans la production alimentaire, aussi bien en périphérie qu'en cœur de ville. L'agriculture est donc un secteur économique clé pour la métropole et une source essentielle d'emplois et de revenus dans un pays où la pauvreté touche 77,6% de la population (27, 29). L'agriculture urbaine et l'autoproduction font partie de la culture locale. Selon le projet Légende, coordonné par le CIRAD, les produits issus de l'agriculture urbaine sont principalement consommés localement et représentent une part importante de la consommation des ménages urbains (27). Par exemple, 90% des produits avicoles et la quasi-totalité des légumes consommés à Antananarivo sont produits localement. Chaque année, 53 000 tonnes de riz, soit 20 % de la consommation de la ville, sont également récoltées localement (27, 30). Néanmoins, Antananarivo reste confrontée à des problèmes d'accès à une alimentation de qualité, entraînant une insécurité alimentaire pour les plus vulnérables. Cette situation pourrait être exacerbée à l'avenir par les phénomènes climatiques intenses qui se multiplient à Madagascar.

Pour améliorer la résilience du système alimentaire local et préparer la ville aux chocs potentiels, la municipalité d'Antananarivo met en œuvre depuis 2011 un ensemble de politiques de promotion de l'agriculture urbaine.

Pour aller plus loin dans cet engagement, la municipalité d'Antananarivo a également rejoint en 2017 le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires urbaines (MUFPP). La même année, la ville a accueilli la conférence "Nourrir les villes : L'agriculture urbaine, une solution pour renforcer la résilience des villes africaines" et a reçu le Milan Pact Award pour ses actions dans un "environnement difficile" (pauvreté importante, forts impacts du dérèglement climatique, etc.), notamment sa gestion des déchets, son développement de l'agroforesterie et son rôle de ville pilote, depuis 2018 dans le cadre du projet pilote du cadre de suivi du MUFPP (31, 32, 33). Ce projet, mené par la FAO en partenariat avec la municipalité, vise à identifier les acteurs et les projets travaillant sur les questions alimentaires dans la zone et à concevoir des politiques alimentaires qui impliquent tous les acteurs du système alimentaire dans une dynamique de gouvernance partagée et durable (34).

*La malnutrition se caractérise par un déséquilibre entre l'apport en nutriments et les besoins de l'organisme. La malnutrition chronique est évaluée par le rapport taille/âge de l'enfant et est intrinsèquement liée à la pauvreté structurelle" (24).



INITIATIVE 1

Des jardins scolaires pour répondre aux besoins des enfants

À Antananarivo, les enfants des quartiers défavorisés dépendent souvent des repas scolaires pour assurer leur sécurité alimentaire ; les cantines scolaires jouent un rôle clé dans la prise en charge partielle de leurs besoins essentiels. À Madagascar, le programme du Ministère de l'Education Nationale les a placés au centre d'une série d'initiatives visant à lutter contre l'insécurité alimentaire scolaire (29).

En 2015, la Communauté Urbaine d'Antananarivo (CUA) a initié le projet "Jardins scolaires à Antananarivo" dans le cadre de son programme d'agriculture urbaine lancé en 2011. Ce projet vise à fournir des aliments de qualité, sains et locaux aux enfants de la ville. Pour ce faire, la municipalité a encouragé la création de petits potagers dans les quartiers défavorisés et les a reliés aux cantines scolaires. Le projet avait deux objectifs principaux :

- "Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants et leurs résultats scolaires grâce à la diversification de leur alimentation.
- "Promouvoir les pratiques d'agriculture urbaine auprès des étudiants (par le biais de centres de formation) afin qu'ils puissent transmettre à leurs parents la possibilité de créer un jardin familial"(35).

En 2018, le programme de micro-jardins scolaires s'est étendu à 24 quartiers, impliquant 15 000 élèves dans 30 écoles primaires et a permis la création de 21 centres de formation pour les jeunes (35). En 2021-2022, l'objectif est de couvrir toutes les écoles primaires de la ville et d'atteindre 50 000 enfants (36). Les élèves des ménages pauvres ont bénéficié d'une diversification alimentaire deux à trois fois par semaine. De nombreuses familles ont pris conscience des avantages de l'agriculture urbaine et de l'autoproduction. Parallèlement, les micro-jardins potagers urbains ont généré des emplois et des revenus dans les zones défavorisées grâce à la vente des produits, encourageant ainsi la consommation d'aliments sains, frais et locaux (35).

Il convient de noter que la forte pression foncière due à l'urbanisation rapide a rendu les terres difficiles d'accès à Antananarivo (en particulier les terres arables) et pourrait ralentir le projet à l'avenir, ainsi que le développement de l'agriculture urbaine.



INITIATIVE 2

Le programme ASA, l'agroforesterie pour nourrir Antananarivo

Le Programme Agroforestier pour Antananarivo (Programme ASA) a été lancé en 2014 pour contribuer durablement à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à Madagascar et participer à la préservation de l'environnement local.

En appuyant le développement de cinq filières (maraîchage - arboriculture fruitière - aviculture ; pisciculture ; bois énergie et reboisement ; laiterie ; sécurisation foncière), l'objectif du projet est d'améliorer les revenus des producteurs tout en assurant aux populations locales l'accès à des produits alimentaires frais et au bois énergie. Une assistance financière et technique est fournie aux agriculteurs locaux pour encourager la vente de produits de qualité et nutritifs aux populations périurbaines et urbaines, qui souffrent souvent de carences nutritionnelles. Les projets PROFAPAN (nord d'Antananarivo) et PROTANA (sud d'Antananarivo) ont contribué à réduire l'insécurité alimentaire au sein de la filière maraîchage - arboriculture fruitière - aviculture dans les zones périurbaines d'Antananarivo à travers différentes actions :

- Appui technique et économique à 4 500 producteurs ;
- Structuration et renforcement des capacités de 450 organisations de producteurs ;
- Appui à la commercialisation des produits (plans d'affaires, investissement et gestion) ;
- Amélioration de la gestion post-récolte, réduction des pertes de 20% (construction d'unités locales de stockage et de transformation) ;
- Aide aux producteurs pour l'accès aux marchés centraux de la capitale (37).

Le programme ASA aborde également la question de l'exode rural - où de nombreux Malgaches se rendent à Antananarivo à la recherche d'opportunités, mais sont confrontés au chômage, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire - en créant des emplois attractifs et des opportunités économiques à la périphérie de la ville.



ÉTUDE DE CAS CATALOGNE



©canva

Des politiques et institutions régionales pour la sécurité alimentaire : le patrimoine local comme levier

L'Espagne fait partie des pays de l'OCDE qui ont subi les effets économiques les plus néfastes de la pandémie de COVID-19 (1, 2). L'ouverture précipitée du pays au tourisme après le premier confinement de 2020 a entraîné une recrudescence exponentielle des cas, une deuxième vague meurtrière et un confinement strict qui a duré bien plus longtemps que dans la plupart des autres pays et a durement touché l'économie (40). Depuis 2020, la demande d'aide alimentaire a augmenté de 30 % (par rapport à 2019). Les taux de chômage ont atteint 13,9 % en 2020 et 26,1 % des personnes étaient considérées comme menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale (41, 42). Les difficultés économiques rencontrées par une part importante de la population se sont traduites par des modifications des pratiques alimentaires quotidiennes. Pendant (et après) la pandémie, l'accès à l'alimentation et les modes de consommation des personnes socialement défavorisées en Espagne ont évolué vers des contraintes plus importantes en termes de variété, de qualité et de fréquence (43, 44).

Simultanément, l'agriculture - qui représentait 2,7 % du PIB espagnol en 2017 - a beaucoup souffert des événements climatiques graves de ces dernières années, en particulier des sécheresses, et est confrontée à la pénurie d'eau (75 % du pays est en voie de désertification), ce qui renforce encore les risques d'insécurité alimentaire à l'échelle locale et nationale (45, 46, 47).



CHIFFRES CLÉS

- Communauté autonome de Catalogne, Espagne
- Population : 7 522 596 habitants, soit 16 % de la population du pays (48)
- Diminution du nombre d'exploitations agricoles : 20,48 % entre 1999 et 2013 (49)
- Évolution des agriculteurs de plus de 65 ans : + 23,11 % entre 1999 et 2013 (49)
- Taux d'autosuffisance : 40,4 % (49)
- Augmentation attendue de la température (par rapport à 1971-2000) : + 1,4° C d'ici 2050 (49)
- Part de la population catalane en surpoids : 34,6 % et 14,7 % d'obèses (50)



La Catalogne est une communauté autonome du Nord-Est qui dispose d'une autorité législative sur des questions dévolues telles que l'éducation, la santé, la culture, l'organisation institutionnelle et territoriale, le budget et d'autres domaines spécifiques. La région est confrontée à divers problèmes qui compromettent la sécurité alimentaire de ses habitants, notamment la malnutrition et les obstacles financiers à l'accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante. En outre, les zones rurales de Catalogne connaissent un dépeuplement, caractérisé par une diminution du nombre d'exploitations agricoles, un vieillissement du secteur depuis 1999 et une baisse du nombre de personnes employées dans le secteur agricole. La région est également très vulnérable au changement climatique (49, 46, 50, 51, 52).

Pour faire face à ces problèmes et garantir la sécurité alimentaire, la Generalitat de Catalogne, le gouvernement catalan, a mis en œuvre des politiques et créé des institutions au cours des dernières années. Ces initiatives mettent particulièrement l'accent sur le patrimoine local et visent à redéfinir la relation entre les zones rurales, maritimes et urbaines. Les principaux objectifs sont d'attirer et de retenir la population dans les zones rurales grâce au développement d'une économie territoriale dynamique et d'un marché du travail solide, ainsi que de revitaliser la production agricole locale tout en encourageant la consommation d'aliments locaux.



INITIATIVE 1

Le Conseil catalan de l'alimentation, un organe représentatif pour des politiques alimentaires innovantes

Grâce à son cadre de compétences en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche, la Generalitat de Catalogne a créé en 2017 le Conseil catalan de l'alimentation, également connu sous le nom de Parlement de l'alimentation de Catalogne (53). L'objectif premier du Conseil est de promouvoir la participation et de faciliter les débats sur les sujets liés à l'agroalimentaire et de jeter les bases d'une nouvelle stratégie alimentaire régionale qui met l'accent sur la production alimentaire locale et la gestion durable de l'environnement. Le Conseil catalan de l'alimentation réunit six représentants des départements gouvernementaux liés à l'alimentation, onze représentants d'autres départements de la Generalitat (santé, tourisme, commerce, éducation, etc.) et dix représentants impliqués dans les différentes composantes du système alimentaire (coopératives agricoles, industrie alimentaire, distribution, restauration, économie sociale et solidaire, organisations et coopératives de consommateurs, etc.). Le Conseil catalan de l'alimentation est un organe transversal et largement représentatif qui organise des débats et crée des groupes de travail afin de concevoir des politiques alimentaires innovantes pour la Catalogne (54).

Le Conseil catalan de l'alimentation se compose de quatre commissions : une pour la durabilité et la bioéconomie circulaire, une autre pour les "racines territoriales et l'estime de soi alimentaire", une troisième pour la justice, l'équité et la cohésion du système alimentaire et une quatrième pour une alimentation saine et fiable (53, 54).



INITIATIVE 2

Le plan stratégique alimentaire de la Catalogne (2021-2026), qui place la culture et le patrimoine locaux au cœur de la lutte pour des systèmes alimentaires durables

Après plus d'un an de travail collectif et de débat (359 experts, 452 citoyens et 217 entités ont été impliqués dans le processus participatif), le Conseil a approuvé en 2020 le Plan stratégique alimentaire de Catalogne 2021-2026 (PEAC). L'objectif de ce plan est d'articuler une structure et un système alimentaire ancré dans le territoire, basé sur la diversité, compétitif et produisant des aliments accessibles, sains et de qualité. Pour ce faire, il se concentre sur quatre dimensions, chacune soutenue par une commission au sein du Conseil qui vise à créer un système alimentaire caractérisé par le fait qu'il est : (1) durable, transformateur et basé sur la bioéconomie circulaire ; (2) indépendant et enraciné dans le territoire ; (3) juste, équitable et favorisant la cohésion sociale ; (4) sain et digne de confiance. Dans chaque dimension, le PEAC formule des objectifs et des jalons, dont certains sont axés sur la valorisation des zones rurales et la revitalisation des liens entre la production et la consommation alimentaires locales en mettant en valeur le patrimoine de la Catalogne. Par exemple, le PEAC s'efforce d'attirer des résidents et de promouvoir la création d'entreprises agroalimentaires dans les zones rurales en favorisant un environnement commercial dynamique et un marché de l'emploi favorable, ainsi qu'en améliorant les conditions de travail des ouvriers agricoles. En outre, l'initiative vise à soutenir le positionnement et le renforcement de la Catalogne vers une meilleure autosuffisance alimentaire, en reconnaissant la culture alimentaire et la gastronomie, en évaluant la richesse des produits alimentaires catalans et en encourageant la prise de conscience des citoyens quant à l'influence de leur consommation sur le paysage local. La Generalitat espère ainsi renforcer la répartition équitable des bénéfices et des avantages de la valeur ajoutée tout au long de la chaîne alimentaire et garantir l'accès physique et économique à une alimentation suffisante, sûre, saine, durable et de qualité pour tous (55).

Le PEAC établit les bases du Pacte national pour l'alimentation de la Catalogne et guidera les futures politiques publiques dans ce domaine.



ÉTUDE DE CAS CHEFCHAOUEN

Agrotourisme et création d'emplois agricoles pour les jeunes et les femmes afin d'augmenter les revenus et de lutter contre l'insécurité alimentaire



Chefchaouen est la capitale de la province du même nom et l'une des principales villes de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, dans le nord du Maroc. La ville est située dans une province à prédominance rurale où les terres urbanisées ne représentent que 12,5 % du territoire total. Le taux de pauvreté dans la province de Chefchaouen (4,7% en 2014) est plus élevé que le taux de pauvreté régional (2,7%), avec des différences significatives entre les zones urbaines et rurales. En effet, la population rurale a un taux de pauvreté beaucoup plus élevé que la population urbaine (5,2% contre 0,7%) car la majorité des résidents ruraux dépendent de l'agriculture de subsistance, qui ne permet pas l'accès à des apports nutritifs diversifiés et rend les individus dépendants de la volatilité des prix des produits alimentaires. Cette vulnérabilité est exacerbée par la récente augmentation des prix des denrées alimentaires au Maroc, due à l'inflation sur les marchés mondiaux, qui correspond à une augmentation de 16,8 % entre janvier 2022 et janvier 2023 (56).

CHIFFRES CLÉS

- Province de Chefchaouen, Maroc
- Population : 42 786 habitants
- Taux de chômage dans la province : 4,8% (2,6% en milieu rural, 23,9% en milieu urbain)
- Taux de pauvreté : 4,7 % dans la province, 0,8 % dans la ville de Chefchaouen
- Terres agricoles : 25% de la province
- Part de la population active dans le secteur agricole : 85% (province)



Pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les zones périurbaines et rurales autour de Chefchaouen, la municipalité a collaboré avec diverses organisations pour promouvoir la production et la transformation des aliments locaux. Elle s'efforce activement de renforcer l'attractivité de la région et les activités touristiques. Des organisations telles que l'ATED (Association Talasemtane pour l'Environnement et le Développement), l'ADL (Association de Développement Local) et l'AFHTA (Fondation pour l'Homme, le Terroir et les Alternatives) soutiennent et renforcent les coopératives agricoles pour la transformation et la distribution des produits alimentaires (57, 58, 59). Elles encouragent également les activités professionnelles des femmes dans les zones rurales et proposent aux agriculteurs des formations en agroécologie et en hôtellerie afin d'augmenter et de diversifier leurs sources de revenus (par exemple, l'agrotourisme).

Parallèlement, la municipalité de Chefchaouen a lancé une campagne de promotion de ces initiatives par le biais de publicités, de foires et d'événements, co-financés par la coopération décentralisée espagnole, notamment la région d'Andalousie. La municipalité encourage également l'agrotourisme, avec plus de 120 000 touristes visitant la ville de Chefchaouen chaque année. En outre, les producteurs se sont vu offrir un espace et des zones dédiés pour vendre leurs produits, en plus de bénéficier d'une visibilité importante sur les marchés municipaux, dans les restaurants et au sein de l'office municipal du tourisme. Cette collaboration favorise la production locale d'aliments sains, frais et de qualité, la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, dans les zones rurales et urbaines et le développement d'activités à forte valeur ajoutée dans l'ensemble de la région grâce au tourisme.



INITIATIVE 1

Une coopérative de femmes pour revitaliser les communautés rurales

La "Coopérative de femmes pour la production et la distribution de champignons" est la première coopérative de champignons établie dans la province de Chefchaouen. Située à Dardara, une zone rurale à la périphérie de Chefchaouen, la coopérative emploie des femmes des zones rurales environnantes (telles que le parc naturel de Bouhachem et la réserve de biosphère méditerranéenne intercontinentale) pour produire et commercialiser diverses variétés de champignons frais ou transformés.

Cette initiative est cruciale pour le développement économique de la région car elle apporte un soutien financier aux femmes et à leurs familles et constitue une source de responsabilisation et d'autonomie. Dans la province, 55 % des femmes âgées de 10 ans et plus sont analphabètes (contre 26,4 % pour les hommes) et l'accès à la formation professionnelle est extrêmement limité. Cela limite la capacité des résidents locaux, en particulier des femmes, à obtenir un emploi permanent et lucratif (60). Or, l'emploi des femmes est bénéfique pour le développement local car il crée de la valeur ajoutée et augmente les revenus des ménages de la région tout en mettant fin aux cycles de pauvreté et d'inégalités qui se transmettent de génération en génération (9). À cet égard, la "Coopérative de femmes pour la production et la distribution de champignons" lutte contre l'insécurité alimentaire en employant des femmes, en revitalisant les communautés rurales et en produisant des aliments frais et locaux.

Par ailleurs, de tels projets renforcent l'attractivité et le développement économique des zones rurales en périphérie de Chefchaouen par la création d'emplois et de richesses, contribuant ainsi à lutter contre l'exode rural et les défis de l'exode rural, notamment chez les jeunes (61, 62).



INITIATIVE 2

La "diète méditerranéenne" : une vitrine pour la production locale

Depuis 2010, Chefchaouen est reconnue comme communauté emblématique de la "diète méditerranéenne" (patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO). Ce concept englobe l'ensemble des savoirs, traditions, contextes socioculturels, pratiques agronomiques et culinaires des pays méditerranéens, ainsi que leurs paysages, leurs ressources naturelles, leur biodiversité et, plus largement, les domaines de la santé, du bien-être, de l'hospitalité et de la créativité. Elle encourage chaque communauté emblématique à préserver tout ce qui la rend unique (63).

Dans ce contexte, la municipalité de Chefchaouen a lancé diverses initiatives pour promouvoir son patrimoine alimentaire et culturel en mettant en valeur les produits locaux et en offrant des espaces de vente aux agriculteurs de la région. Elle a créé une marque territoriale (Marque territoriale de qualité de Chefchaouen) pour les produits alimentaires locaux, apporté un soutien financier et technique aux coopératives locales pour renforcer leurs capacités, créé la foire annuelle "Journée de la diète méditerranéenne" et mené des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la nutrition et des aliments locaux et sains (64). Tous ces projets ont été mis en valeur dans des campagnes publicitaires et présentés comme des opportunités pour le développement de l'écotourisme local et comme des exemples de la richesse du terroir de Chefchaouen. Par ailleurs, un musée des cultures alimentaires méditerranéennes va être créé à Chefchaouen pour mettre en valeur la culture locale et le patrimoine alimentaire. Il comprendra des espaces de dégustation, des ateliers de sensibilisation et un jardin (65).



ÉTUDE DE CAS DURBAN



Les politiques agro-écologiques comme levier de lutte contre l'insécurité alimentaire

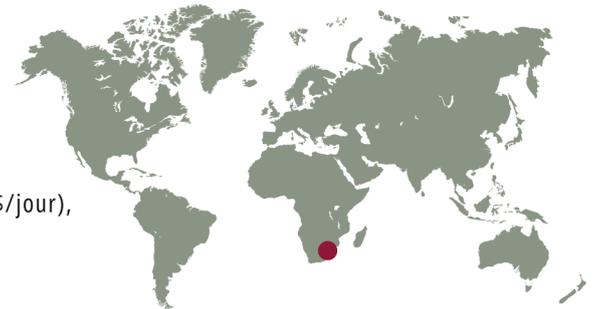
La polarisation socio-économique en Afrique du Sud est l'une des plus élevées au monde, en raison de problèmes sociaux hérités du passé et de taux de chômage très élevés. Bien que certains progrès aient été réalisés grâce à la réforme des politiques sociales depuis la fin de l'apartheid en 1994, le pays reste marqué par une histoire de discrimination raciale systémique et de disparités socio-économiques, ce qui entraîne une insécurité alimentaire modérée à sévère.

À Durban, l'insécurité alimentaire semble être une conséquence directe des inégalités d'accès à la nourriture (manque d'abordabilité des produits alimentaires de base, sans parler des aliments de qualité). Bien que 55 % du territoire de la municipalité d'eThekweni* soit rural, la majeure partie de la population est concentrée dans les zones urbaines où les aliments à faible densité nutritionnelle sont prédominants, facilement accessibles, abordables et promus socialement et culturellement (par exemple, les supermarchés, la nourriture de rue...). Les options alimentaires plus saines sont chères et rares dans les quartiers pauvres (66, 12). En outre, il a été constaté qu'un taux de chômage élevé - particulièrement élevé chez les jeunes à Durban - aggrave les effets de l'inégalité des revenus sur la sécurité alimentaire (67).



CHIFFRES CLÉS

- Province du Kwazulu-Natal (KZN), la "Province jardin"
- Municipalité métropolitaine d'eThekweni, Afrique du Sud
- Population : 3,2 millions d'habitants (68)
- Densité : 2 600 habitants/km²
- Taux de chômage : 35,6 % chez les jeunes de 15 à 24 ans
- Population vivant sous le seuil de pauvreté : 38% (avec moins de 3,20\$/jour), 19,3% en situation d'extrême pauvreté en Afrique du Sud
- Indice de Gini : 0,63 en 2018 en Afrique du Sud, le niveau d'inégalité économique le plus élevé au monde
- Espaces verts : 60% du territoire (12)



Durban est la plus grande ville de la province du Kwazulu-Natal (KZN) et la troisième d'Afrique du Sud. Elle a été désignée comme la ville la plus verte du monde en 2019 et est désormais bien connue pour son caractère agricole et rural particulier. En effet, Durban est étroitement liée au territoire plus vaste de la province de KZN, qui produit 30 % de l'agriculture du pays et est organisée autour de communautés rurales qui produisent des cultures commerciales, du maïs, de la volaille et de la viande pour la consommation locale. Ces produits sont vendus sur des marchés locaux et exportés depuis le port de Durban —le plus grand port d'Afrique Sub-Saharienne.

Malgré sa nature productive, Durban est confrontée à une grave insécurité alimentaire. En 2013, 62,6 % de la population de la province de KZN était considérée en situation d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée dans les bidonvilles de Durban, disséminés à travers la ville. Globalement, selon la FAO, les taux de faim et de malnutrition ont presque doublé entre 2008 et 2020 en Afrique du Sud et se sont aggravés depuis en raison de la pandémie de COVID-19. Alors que 1,8 million de personnes étaient considérées comme manquant de nourriture en 2008, ce chiffre est passé à 3,8 millions en 2020.

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, la métropole de Durban a mis en œuvre une politique agricole et alimentaire globale et étendue qui vise à garantir l'accès à une alimentation saine, nutritive et de qualité pour tous. La municipalité a mis l'accent sur une approche systémique de l'insécurité alimentaire (amélioration de l'agriculture urbaine, pratiques agricoles durables, éducation alimentaire, réduction du gaspillage alimentaire et lutte contre la pauvreté des agriculteurs), plutôt que de se concentrer uniquement sur l'aspect économique de la question. Pour ce faire, elle a développé une politique agroécologique (production) et une politique agroalimentaire (transformation et distribution) qui vise à favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs sur le territoire pour créer de l'emploi, à transformer, distribuer et promouvoir une alimentation saine et de qualité par le développement de pratiques agroécologiques** et à assurer la sécurité alimentaire. À ce jour, la politique agroécologique de Durban est l'une des plus complètes et approfondies du genre (12).



INITIATIVE 1

AgriHubs municipaux, une plateforme de soutien aux petits exploitants agricoles

La municipalité a développé sept AgriHubs sur son territoire, ce qui, en 2020 et depuis le début de la politique, permettait de soutenir 426 petites exploitations agricoles locales nouvellement créées.

L'objectif principal du projet est de faciliter l'accès des agriculteurs aux services et outils de base (semences, formation à la permaculture, tracteurs et compost, par exemple) afin de réduire leurs coûts de production. En effet, en raison de l'inefficacité du système de production, les petits agriculteurs locaux ne peuvent pas concurrencer les prix pratiqués par les grands exploitants commerciaux, de sorte que les aliments nutritifs, locaux et de qualité sont plus chers et moins accessibles pour les habitants de Durban, ce qui déclenche l'insécurité alimentaire (69).

Les AgriHubs, également connus sous le nom de plateformes agroécologiques, ont été créés à la périphérie de Durban pour encourager la création d'exploitations agricoles à proximité de la ville. Il s'agit d'espaces multifonctionnels qui sensibilisent les agriculteurs à l'agroécologie par le biais d'une formation "de l'école à la ferme". En outre, ils concentrent la production alimentaire en quelques endroits, ce qui permet de mieux structurer et synchroniser les chaînes de valeur agricole. La municipalité achète la production des agriculteurs locaux et centralise au sein des différents AgriHubs pour approvisionner 589 cantines scolaires (environ 400 000 enfants) ainsi que des banques alimentaires, ce qui améliore encore la sécurité alimentaire. Les AgriHubs luttent contre le chômage et la pauvreté notamment urbaine, forment la population locale à des pratiques plus durables et apportent des aliments nutritifs aux enfants et à d'autres groupes vulnérables. Cette initiative a eu des retombées positives sur l'état nutritionnel des néo-agriculteurs et de la communauté locale (70).



INITIATIVE 2

Partenariats public/privé pour garantir des revenus décents et une alimentation saine

Les services d'agroécologie et d'agroalimentaire de la municipalité d'eThekweni coopèrent également avec des petites entreprises et des producteurs du secteur privé afin d'accélérer la transition vers un système alimentaire local durable et de contrer l'influence des grandes entreprises à l'échelle locale. En effet, en Afrique du Sud, environ 30 000 producteurs approvisionnent 95 % des marchés alimentaires du pays, tandis que plus de 300 000 autres représentent les 5 % restants (12). Les premiers dominent le secteur agricole national, possédant de grandes exploitations, allant de 2 000 à 10 000 hectares, qui appartiennent pour la plupart à la communauté blanche, puisque leur contrôle des terres remonte à l'apartheid. La promotion de l'agriculture familiale à petite échelle répond donc à une série de défis. Elle remet en question le statu quo du pouvoir qui a émergé après l'apartheid, renforce l'égalité et l'accès à la terre pour les communautés noires, et contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire. La municipalité d'eThekweni a ainsi notamment investi dans Fair Food Company, une entreprise sociale qui soutient les petits producteurs en les aidant à accéder à divers marchés et en les formant à des pratiques agricoles agroécologiques durables. Depuis 2013, l'entreprise a mis en place une chaîne d'approvisionnement pour la fève edamame, particulièrement bénéfique pour l'enrichissement des sols. Cela a permis la création de nombreux emplois dans les différents secteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la transformation et à la distribution. Fair Food Company soutient environ 1 600 producteurs de la province du Kwazulu-Natal et lutte contre l'insécurité alimentaire, grâce au soutien financier de la municipalité, en diminuant le chômage, en créant des revenus stables et en encourageant la production et la consommation durables (71).

* La municipalité d'eThekweni est une municipalité métropolitaine qui comprend la ville de Durban et les villes environnantes.

** Les pratiques agroécologiques englobent diverses approches visant à maximiser la biodiversité et à stimuler les interactions entre les différentes plantes et espèces, dans le cadre de stratégies holistiques visant à créer une fertilité à long terme, des agroécosystèmes sains et des moyens de subsistance sûrs (IPES-Food).



ÉTUDE DE CAS MONTPELLIER



©Let's Food

Une alimentation de qualité pour tous

La métropole de Montpellier Méditerranée est un territoire du sud de la France dont 45% des terres sont dédiées à l'agriculture (contre 24% dans l'agglomération lyonnaise par exemple) (72, 73). La ville s'enorgueillit d'un fort patrimoine agricole, notamment grâce à ses traditions viticoles et à sa situation au cœur d'une des plus grandes régions viticoles du monde, ainsi qu'à sa production importante de céréales et d'olives (74, 75). Cependant, la pression démographique (croissance prévue de +1% par an d'ici 2040) et les conséquences du changement climatique ont un impact négatif sur le potentiel de production agricole locale, la résilience du territoire et la capacité de chacun à accéder à une alimentation saine et de qualité (76).



CHIFFRES CLÉS

- Métropole de Montpellier
- Département de l'Hérault, Région Occitanie, France
- Population : 450 000 habitants
- Terres agricoles : 14 000 hectares irrigués, soit près de 45 % de la superficie de la ville (72)
- Pauvreté : 26% de la population sous le seuil de pauvreté en 2020 (77)
- Chômage : 13,5% de la population âgée de 15 ans et plus
- Part des exploitations agricoles sans successeur : 84% (78)



Montpellier est une ville pionnière en France sur les sujets liés à l'alimentation (pôle universitaire, politiques engagées, etc.). En 2015, une politique agro-écologique et alimentaire (dite "P2A") pour la Métropole Montpellier Méditerranée (3M) a été adoptée, sous l'impulsion des nouvelles équipes municipales, autour de cinq objectifs principaux qui combinent le "bien manger" et le "bien produire" (78):

1. Assurer l'accès universel à une alimentation fraîche, locale et nutritive.
2. Stimuler l'économie et l'emploi dans les secteurs agricole et alimentaire.
3. Protéger le patrimoine et les ressources naturelles de la région.
4. Réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la résilience du territoire face au changement climatique.
5. Promouvoir l'harmonie et l'unité sociales.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions ont été mises en œuvre par la métropole : mobiliser des terres agricoles sur le territoire métropolitain, minimiser l'impact environnemental des cantines scolaires, développer les jardins partagés et familiaux, engager les citoyens dans des activités liées à l'alimentation, promouvoir les produits locaux et traditionnels et soutenir le développement d'initiatives qui encouragent l'approvisionnement local (79).

La mise en œuvre des politiques municipales pour le développement d'une alimentation de qualité s'inscrit dans un contexte d'inégalités sociales et économiques importantes à Montpellier, marqué par des taux de pauvreté et de chômage élevés. La ville et la métropole, en partenariat avec l'écosystème local, visent à renforcer les initiatives locales pour assurer l'accès à une alimentation locale de qualité pour tous, par l'intermédiaire d'appels à projets réguliers et de conventions de partenariats.



INITIATIVE 1

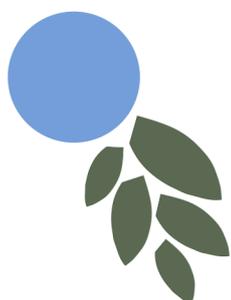
"Ma cantine autrement" : un levier public pour des systèmes alimentaires durables

"Ma cantine autrement" est un projet phare de la politique alimentaire de Montpellier, qui utilise les cantines scolaires comme levier pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans l'ensemble du système alimentaire.

Plus de 12 000 repas sont préparés chaque jour pour les écoles de la région. "Ma cantine autrement" vise à intégrer des produits locaux et biologiques dans les menus, à sensibiliser les enfants à l'importance d'une alimentation durable, à former le personnel chargé de la distribution des repas, à lutter contre le gaspillage alimentaire, à optimiser la gestion de la production de l'unité de cuisine et à passer à des matériaux 100 % recyclables et compostables (80).

En 2020, un repas scolaire coûtera 2 € pour 70 % des familles, avec une tarification sociale allant de 1,75 € à 4,65 €, contre 3,65 € en 2014. Par ailleurs, la quantité de produits bio et durables utilisés pour la préparation des repas est passée respectivement de 2 % à 20 % et de 10 % à 50 % entre 2014 et 2020. La ville a également développé des menus alternatifs éco-citoyens pour introduire des protéines végétales aux enfants et réduire leur consommation de sucre et de graisses saturées. D'ici 2026, l'objectif est d'atteindre 100 % de produits bio et/ou locaux dans les cantines scolaires de la métropole et de réduire le gaspillage alimentaire à moins de 100 grammes par enfant et par repas - un chiffre qui a déjà diminué de 157 (32 % des aliments distribués) à 115 grammes (24 % des aliments distribués) entre 2016 et 2019 (80).

Bien qu'il soit aujourd'hui considéré comme une politique réussie, ce projet a été initialement ralenti par un environnement politique défavorable. Entre 2016 et 2020, les responsables locaux n'ont pas reçu les financements attendus et dédiés et ont dû s'adresser à des acteurs extérieurs pour bénéficier de subventions. En outre, les producteurs locaux et les entreprises de transformation ont d'abord été réticents à participer à des partenariats public-privé (bureaucratie, manque de fiabilité, etc.). Après un travail considérable des responsables locaux en termes de temps, d'efforts et de motivation, le projet a pris son envol, impliquant un nombre croissant de parties prenantes et bénéficiant d'un financement supplémentaire au fur et à mesure que son succès devenait évident.



INITIATIVE 2

Satisfaire le droit humain à l'alimentation avec la "Caisse alimentaire commune"

En 2020, plusieurs associations françaises se sont mobilisées pour l'accès à l'alimentation pour tous, avec pour objectif principal la mise en place d'une politique nationale de lutte contre l'insécurité alimentaire et la promotion d'une alimentation durable et de qualité. Depuis 2017, la "Sécurité Sociale de l'Alimentation", développée par l'ONG française "Ingénieurs sans frontières", vise à garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous grâce à un revenu universel qui peut être dépensé pour des produits endossés (79). À Montpellier, un projet de "Caisse Alimentaire Commune", dérivé de ce modèle, a été conceptualisé entre juillet 2021 et décembre 2022 par un comité citoyen composé de 47 personnes, dont 50% en situation de précarité et 80% de femmes (la sélection s'est faite par échantillonnage pour assurer la représentation de la population métropolitaine et la reproductibilité du projet). Suivant les principes de la démocratie participative, ils ont co-élaboré le Fonds Alimentaire Commun de Montpellier pendant 15 mois, se réunissant une à deux fois par mois (81).

En janvier 2023, un Fonds Alimentaire Commun a été mis en place pour plus de 300 résidents de l'aire métropolitaine pour une période d'essai d'un an. Les participants reçoivent 100 MonA (monnaie alimentaire locale équivalant à 100 €) par mois à dépenser pour des produits alimentaires sélectionnés, sur la base d'une contribution mensuelle obligatoire pour tous (minimum de 1 €). À ce jour, une dizaine de magasins et de producteurs sont membres du système (81).

Le projet bénéficie de financements publics et privés en plus des cotisations des membres et rassemble actuellement 25 organisations : Montpellier Métropole, des organisations et fondations (telles que l'ONG "VRAC et Cocinas" et la Chaire UNESCO sur les Systèmes Alimentaires Mondiaux), des points de distribution alimentaire locaux tels que le supermarché coopératif La Cagette et le marché de gros public de Montpellier et d'autres groupes tels que la monnaie locale La Graine (82, 83).



ÉTUDE DE CAS RUFISQUE



L'éducation pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Au cours des quarante dernières années, le système alimentaire sénégalais a connu des changements radicaux (urbanisation, évolution des normes culturelles, développement d'une classe moyenne, etc.). Les importations de produits alimentaires, la consommation exponentielle de produits industriels transformés et la baisse du pouvoir d'achat compromettent la durabilité des systèmes alimentaires (84).

À Rufisque et dans le département environnant, où se concentre la majorité des terres agricoles de la région, la faiblesse du pouvoir d'achat est la première cause d'insécurité alimentaire (84). Cela augmente la malnutrition locale et tend à avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire de la population.



CHIFFRES CLÉS

- Département de Rufisque
- Région de Dakar, Sénégal
- Population : environ 550 000 habitants (84)
- Surface agricole départementale : $\frac{2}{3}$ de la région de Dakar (84)
- Évolution de la superficie des terres agricoles : - 30 % entre 1999 et 2015.



À Rufisque, les terres agricoles destinées à la production alimentaire se raréfient en raison de l'urbanisation croissante et incontrôlée (85). Parallèlement, une grande partie de la population n'a pas accès à une alimentation de qualité : les deux tiers de la population consacrent plus de la moitié de leurs revenus à l'alimentation ; 64% des ménages déclarent avoir des difficultés à accéder à la nourriture ; et 22% des ménages ne prennent que deux repas par jour (86). Ces indicateurs d'insécurité alimentaire se sont considérablement aggravés au cours des dix dernières années en raison de l'augmentation du prix des produits locaux.

Un diagnostic du système alimentaire de la zone a été réalisé par le Conseil départemental de Rufisque, avec l'aide de l'ONG locale CICODEV et coordonné par l'association GRDR Migration-Citoyenneté-Développement entre 2016 et 2017. Il a abouti à la création d'un Projet alimentaire territorial (PAT) en 2018 (86, 87). Ce plan est un exemple innovant de gouvernance alimentaire - le premier du genre au Sénégal. L'idée d'un PAT est née en France, où une loi nationale encourage la création de projets alimentaires territoriaux, financés par l'État, pour trouver des solutions locales aux problèmes agricoles et alimentaires locaux*. L'élaboration d'un PAT à Rufisque a été encouragée dans le cadre d'une coopération internationale avec la métropole de Montpellier Méditerranée (France) en 2017, dans laquelle était également impliqué le CIRAD (organisme de recherche et de coopération agricole français), chargé du suivi et de l'évaluation de l'évolution des terres agricoles à partir de 2021. Le CIRAD est impliqué localement depuis 2013.

Le PAT conçu à Rufisque s'articule autour de trois axes stratégiques. L'un de ces axes est la promotion d'une alimentation saine et durable et plusieurs activités ont été mises en place pour y parvenir :

- Les écoliers ont accès à une alimentation de qualité dans les cantines ;
- Les enfants des écoles ciblées ont été sensibilisés à l'importance d'une alimentation saine et durable ;
- La population du département a reçu des informations claires sur ce qui constitue une consommation alimentaire saine et durable.

L'un des projets phares proposés est la mise en place d'une cuisine centrale à Rufisque pour dix cantines scolaires, ainsi que la création d'une stratégie de gouvernance et de gestion des cantines scolaires et le développement de l'éducation nutritionnelle et environnementale dans les écoles. Comme Montpellier, Rufisque croit au rôle clé des cantines scolaires dans la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants et dans le soutien à une agriculture vivrière durable et locale (88).

* Loi d'avenir pour l'agriculture, 2014.



INITIATIVE 1

Le projet SADMAR : des cantines scolaires pour soutenir la production locale et créer des emplois

Les projets SADMAR (Système Alimentaire durable et lutte contre la malnutrition dans le département de Rufisque, 2016-2019) et AMOPAR (Appui à la mise en œuvre du Plan Alimentaire de Rufisque, 2019-2022) sont soutenus par le Conseil départemental de Rufisque pour atteindre l'un des objectifs du Projet Alimentaire Territorial lancé en 2018 : améliorer l'accès des populations à une alimentation saine et locale. Il s'agit de mettre en relation les organisations de producteurs et les comités de gestion des écoles pour approvisionner les cantines scolaires de Rufisque en produits locaux. Ainsi, les enfants des quartiers pauvres peuvent bénéficier d'une alimentation locale durable, saine et de qualité et atteindre une plus grande sécurité alimentaire. À ce stade, 2 500 enfants bénéficient déjà de ce programme (89).

Le programme permet également de réduire les coûts alimentaires des ménages dont les enfants mangent à l'école d'environ 61 XOF/jour/élève et 80 XOF/jour/élève pour les ménages les plus vulnérables*, leur donnant la possibilité de mieux répondre aux besoins de leur ménage ou de dépenser plus pour accéder à des produits de qualité (90).

Les producteurs et fournisseurs locaux bénéficient également de ce projet, car les cantines scolaires représentent un marché garanti, une source de revenus non négligeable, ainsi qu'une reconnaissance sociale pour leur contribution à l'alimentation des enfants de la région. En outre, l'initiative SADMAR a structuré le secteur agricole local en créant et en promouvant trois filières : le bouye, le jujube et la patate douce, qui ont créé des emplois et de la valeur dans tous les secteurs du système alimentaire de Rufisque. La promotion des filières courtes et de l'agriculture durable au niveau local est un autre moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire (89).



INITIATIVE 2

L'éducation alimentaire dans les écoles pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Dans le prolongement du projet alimentaire territorial de Rufisque, le projet SADMAR promeut l'éducation alimentaire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Des ateliers de micro-jardinage et des cours sur l'alimentation et la nutrition sont proposés pour encourager le développement de nouvelles habitudes de consommation (89).

Cette stratégie repose sur l'éducation des enfants à l'école, mais aussi, par extension, de leur famille, en particulier des femmes. Compte tenu de leur rôle essentiel dans l'alimentation, la nutrition et l'éducation au sein de la société sénégalaise, il est primordial qu'elles prennent conscience de l'impact de l'alimentation sur la santé et le développement des enfants (89).

* Respectivement 0,09 €/jour/élève pour les ménages les plus aisés et 0,12 € pour les ménages les plus vulnérables.



ÉTUDE DE CAS SÃO PAULO



© canva

Des institutions locales et de la démocratie alimentaire contre l'insécurité alimentaire

São Paulo est la plus grande ville d'Amérique latine, avec près de 12 millions d'habitants (20 millions dans la zone métropolitaine environnante). La ville a connu une urbanisation importante ces dernières années et se caractérise par une vaste expansion territoriale, ainsi que par une forte ségrégation socio-spatiale. En effet, environ un tiers de la population urbaine de São Paulo vit dans des conditions proches de celles des bidonvilles ; 19 % vivent dans la pauvreté (avec moins de 261 R\$ (50 €) par mois) ; et d'un quartier à l'autre, l'espérance de vie peut varier de près de 24 ans (91, 92). L'insécurité alimentaire et la faim sont des problèmes endémiques au Brésil. En 2021-2022, 33,1 millions de personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire (93). Le pourcentage de personnes incapables de se procurer de la nourriture pour elles-mêmes ou pour leur famille atteint les 36 % en 2021. Pendant la pandémie, plus de 75% des 20% les plus pauvres souffraient d'insécurité alimentaire (2021) contre 53 % en 2019. L'insécurité alimentaire du Brésil se rapprochait ainsi des niveaux du Zimbabwe, le pays ayant le plus fort taux niveau d'insécurité alimentaire au monde à l'époque (80 %) (94). L'accès à une alimentation saine est particulièrement difficile dans les grands centres urbains et les quartiers pauvres.



CHIFFRES CLÉS

- Aire métropolitaine du Grand São Paulo
- État de São Paulo, Brésil
- Population : 12 millions d'habitants ; 20 millions d'habitants
- Taux de chômage : 14,6 % en 2020 (95)
- Taux de pauvreté : 19%
- Population en insécurité alimentaire sévère : 33,1 millions (Brésil)
- Part de la consommation de la production nationale de pesticides : 80%



Depuis les années 2010, São Paulo inscrit la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans des cadres réglementaires, afin de garantir l'accès à une alimentation adéquate et saine et de soutenir la production biologique et agroécologique grâce aux services publics. La ville propose une approche innovante de la sécurité alimentaire et nutritionnelle basée sur : la création de politiques publiques et d'institutions dédiées ; le lien entre les politiques agricoles et les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que d'autres secteurs municipaux (approche transversale) ; et l'implication de la société civile dans l'élaboration des politiques et la prise de décision par le biais de processus de participation. Cette approche fait écho à la stratégie brésilienne Fome Zero et à la politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) - conçue par une organisation de la société civile à but non lucratif en 2001 et adoptée par le président Luiz Inacio Lula da Silva en 2003 - qui reconnaissent formellement la responsabilité de l'État pour garantir l'accès à une alimentation adéquate à la population brésilienne (96).

À São Paulo, le Conseil municipal pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (COMUSAN-SP) et la Chambre intersecrétariale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CAISAN) ont été créés en 2013 (97). Pour garantir la mise en œuvre efficace des mesures proposées par les différents organismes et renforcer l'engagement de la municipalité pour une approche transversale de l'alimentation, la mairie de São Paulo a également fondé la COSAN (Coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) en 2015. Cette nouvelle institution a remplacé l'ancienne Supervision générale de l'approvisionnement (ABAST). Le COSAN a notamment suivi la création du Plan municipal pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (2016-2020), conçu avec une approche interdépartementale et à travers un processus participatif, impliquant la société civile et plusieurs ONG (98).

En 2023, des conférences sur la sécurité alimentaire ont été organisées par la municipalité de São Paulo pour entendre ce que chaque quartier avait à dire sur l'accès à la nourriture, l'agriculture urbaine, les incitations, les difficultés, etc. Un observatoire de la sécurité alimentaire (obSANPA) a également été ouvert en avril pour produire et diffuser des données et des informations sur l'alimentation, l'agriculture, la nutrition et la culture alimentaire dans la ville, ainsi que pour renforcer le pouvoir d'action du public à São Paulo (99). Il a été créé en réponse au principal obstacle à la création de politiques et de projets innovants pour lutter contre l'insécurité alimentaire : la difficulté de collecter des données et d'évaluer l'impact des politiques en raison du manque de données historiques et de la nature informelle des interactions du système alimentaire.



INITIATIVE 1

CRESANS : Centre de référence pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Ces dernières années, la municipalité de São Paulo a créé des CRESANS dans différents quartiers. Il s'agit d'espaces - semblables à des centres communautaires - qui encouragent la citoyenneté et la participation sociale sur les questions liées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils permettent aux fonctionnaires et techniciens municipaux, ainsi qu'à la société civile, de se réunir dans des espaces de travail collaboratifs et de concevoir, d'articuler et de promouvoir des politiques publiques liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les CRESAN sont également des lieux éducatifs équipés de cuisines expérimentales, utilisées pour des ateliers culinaires gratuits, des jardins potagers, des bibliothèques et des banques alimentaires pour apporter un soutien direct aux communautés locales ([100](#), [101](#)).

En 2023, deux CRESAN sont créés à São Paulo, mais les recommandations de la société civile au COMUSAN-SP en 2021 ont encouragé la création d'au moins trois autres, pour atteindre les macro-régions de l'est, du sud et du centre de São Paulo ([102](#)). En effet, ces lieux incarnent une quête de démocratie alimentaire* par la création de nouvelles formes de participation et de codécision dans le processus de gouvernance. Les innovations démocratiques dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation (par exemple, les conseils urbains de politique alimentaire locale) sont des vecteurs d'inclusion, de contrôle populaire, d'autonomisation et de transparence. Elles s'opposent au statu quo capitaliste des entreprises et peuvent briser les structures de pouvoir en place dans le système alimentaire mondial.



INITIATIVE 2

COMUSAN -SP : une consultation de la société civile pour combattre la faim

Les activités de COMUSAN-SP comprennent la proposition, le suivi et l'inspection des actions municipales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'institution travaille également avec des organisations de la société civile et d'autres services municipaux pour combattre les causes de la pauvreté et de la faim et impliquer la population dans les processus politiques et décisionnels. Une vaste campagne de consultation publique a notamment été menée en 2021, aboutissant à la création d'un ensemble de recommandations et de politiques à mettre en œuvre au cours des prochaines années. Ces recommandations soulignent le rôle de la municipalité dans la transition vers un système alimentaire plus durable et plus équitable :

- Instituer une politique municipale d'approvisionnement public, promouvoir des systèmes alimentaires sains et durables, augmenter la disponibilité des permis d'utilisation pour les entreprises d'agriculture familiale et les agriculteurs, ainsi que pour les agriculteurs de la ville ;
- Étendre le réseau de stands de vente d'aliments municipaux à au moins un par sous-municipalité, en accordant 30 % des permis aux agriculteurs ou aux commerçants qui commercialisent des aliments issus de l'agriculture familiale et biologique (ou en transition) ;
- S'entendre avec la Compagnie nationale d'approvisionnement pour mettre en œuvre un programme d'achat continu de nourriture dans la municipalité afin de garantir des aliments frais, provenant de préférence des fermes familiales de la municipalité, biologiques ou en transition, à la population vulnérable sur le plan socio-économique ;
- Créer quatre banques alimentaires, une dans chaque macro-région de la ville, afin de promouvoir l'offre d'aliments sains à la population ;
- Mettre en œuvre un programme d'achat d'aliments géré et financé par les ressources de la trésorerie municipale, afin de garantir des aliments frais à la population en situation de vulnérabilité économique ([102](#), [103](#)).

* Initialement inventé par Tim Lang, le terme de démocratie alimentaire correspond au "degré de contrôle que les individus et les communautés exercent sur le fonctionnement des systèmes alimentaires locaux, nationaux ou transnationaux" (Candel, 2022).



ÉTUDE DE CAS SIEM REAP



©canva

Coopératives et transformation locale pour augmenter les revenus et lutter contre l'insécurité alimentaire

Le Cambodge est un pays très rural. 32,5 % de sa superficie est consacrée à l'agriculture et 46,5 % est couvert par la forêt (104). Dans ce contexte, près de 61 % des Cambodgiens vivent dans des zones rurales et 77 % des ménages ruraux tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture (105). Au début des années 2000, l'agriculture a été un moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté dans le pays. Entre 2004 et 2012, le taux de pauvreté au Cambodge est passé de 53 % à 18 %, dont 60 % grâce à l'évolution positive du secteur agricole (106). Cependant, une partie importante de la population reste exposée à un risque élevé de pauvreté : si chaque Cambodgien perdait 1 200 riels par jour (0,7 dollar), le taux national de pauvreté passerait de 18 % à 40 % (106, 107). En outre, le Cambodge est très vulnérable aux catastrophes naturelles (inondations et sécheresses) qui mettent en danger des populations rurales déjà précaires.

Par ailleurs, la sous-nutrition est endémique au Cambodge : 32 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et 10 % d'émaciation (manque de nourriture et prédominance d'aliments pauvres en nutriments) ; 15 % de la population est sous-alimentée. Parallèlement, l'obésité et le surpoids augmentent (18% des femmes) en raison de l'accès excessif à des produits industrialisés et hyper-transformés (108).



CHIFFRES CLÉS

- Province de Siem Reap, Cambodge
- Population : 22 500 habitants en 2019
- Zones rurales de la province : 69,4 % du territoire (109)
- Emplois agricoles : 50 % de la population active du pays (110)
- Part du PIB national provenant de l'agriculture : 21% (110)
- Taux de pauvreté : 17,8% en 2019-2020 (107)
- Sous-nutrition : 15%, 32% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance (108)
- Obésité : 18% des femmes en âge de procréer (108)



Siem Reap est une province essentiellement rurale où l'agriculture joue un rôle important dans le développement économique local et se compose principalement de petites exploitations familiales. La production locale n'a néanmoins pas évolué proportionnellement au développement démographique récent de la province (+12% entre 2008 et 2019). Les produits locaux sont devenus insuffisants pour nourrir la population croissante, entraînant l'émergence de nouvelles chaînes d'approvisionnement basées sur les importations des provinces et pays voisins (110). Ce phénomène a créé une concurrence pour les produits locaux, contraint les producteurs à baisser leurs prix et renforcé l'insécurité alimentaire et la malnutrition (111).

Pour inverser cette tendance, différents projets ont vu le jour, dont des collaborations entre la province et le département des Hauts-de-Seine (France) depuis 2009, dans le cadre de la coopération décentralisée internationale entre les deux territoires, et deux ONG françaises - Agrisud International et le GRET (Groupe de Recherche et d'Echange Technologique). Leur objectif est de lutter contre l'insécurité alimentaire en soutenant le développement agricole local à petite échelle grâce à trois approches :

1. Former les agriculteurs à l'agroécologie, afin de garantir une production locale durable et saine ;
2. Créer et soutenir des organisations et coopératives agricoles, pour structurer les filières et faciliter la commercialisation et la distribution des produits locaux ;
3. Promouvoir les chaînes d'approvisionnement courtes, notamment auprès des restaurants et des hôtels (région hautement touristique en raison de sa proximité avec Angkor), afin de renforcer la production et la consommation locales (111).

La mise en œuvre reste limitée en raison de divers problèmes, à savoir le conflit entre le tourisme et les politiques agricoles ou alimentaires, le tourisme restant la première priorité des pouvoirs locaux, le faible contrôle exercé par les gouvernements locaux sur les terres (investissements étrangers importants) et l'absence de lignes directrices nationales sur la formation des agriculteurs. Dans l'ensemble, les prérogatives, les compétences et les financements du gouvernement de Siem Reap restent limités, ce qui restreint l'autonomisation des populations rurales vulnérables et entrave le développement économique local.



INITIATIVE 1

Le projet Apici, structurer les filières agricoles locales

Depuis 2010, le projet Apici est mené par le GRET - avec le soutien financier du Conseil départemental des Hauts-De-Seine et d'autres partenaires - pour pallier le manque d'organisation des agriculteurs, d'infrastructures rurales et de diversité des cultures qui minent la résilience du système alimentaire de Siem Reap ([110](#)).

Afin de faciliter la commercialisation collective des produits locaux, et donc de réduire les coûts de production des agriculteurs locaux et d'augmenter leur pouvoir de négociation, le projet Apici a structuré le secteur agricole en créant trois coopératives, 36 groupes de crédit et d'épargne (aidant financièrement 2 000 bénéficiaires dans toute la province à accéder à des financements) et un marché de producteurs. Les coopératives, alimentées par 35 groupes de producteurs, ont utilisé un système participatif de garantie (SPG) pour certifier la qualité des produits locaux et le marché de producteurs a permis la vente directe de produits certifiés, reconnus pour leur qualité dans toute la région.

La structuration des chaînes de valeur locales par des coopératives et des espaces de distribution accessibles a permis de résoudre les problèmes d'accès au marché des petits agriculteurs locaux et d'améliorer leur pouvoir de négociation, renforçant ainsi la sécurité alimentaire tant du côté des producteurs que des consommateurs ([110](#)).



INITIATIVE 2

Groupe de séchage d'épices du village de Trapeang Tim : faciliter l'accès au marché en transformant collectivement les produits locaux

Agrisud International est une ONG française qui s'efforce de soutenir les producteurs locaux en créant des coopératives et des associations professionnelles à Siem Reap, afin de faciliter leur accès aux marchés, aux matériaux et aux financements. Par exemple, à Trapeang Tim, une unité de transformation pour le séchage d'épices (poudre de curcuma, très utilisée dans la cuisine cambodgienne et pour la fabrication de cosmétiques, gingembre et poivre) a été créée. Agrisud International a soutenu un groupe de 17 femmes dans les premières étapes de leur projet en leur proposant des formations, notamment en matière d'hygiène, pour garantir la qualité de leurs produits et répondre aux exigences du marché. L'amélioration de la transformation du curcuma, entre autres épices, a entraîné une augmentation significative des bénéfices de la communauté. Grâce à leurs revenus, l'unité de transformation a pu s'approvisionner auprès des "Green Farmers Siem Reap", un autre groupement agricole qui regroupe 300 fermes autour de Siem Reap, produisant des épices, des fruits et des légumes ([111](#)).



ÉTUDE DE CAS VANCOUVER

Cartographie des points alimentaires pour promouvoir des environnements alimentaires sains



La ville de Vancouver est une ville canadienne située sur les territoires non cédés des nations xwməθkwəyəm (Musqueam), Sk̓w̓w̓ ú7mesh (Squamish), et səliwətał (Tsleil-Waututh). Comme le reste de la province de la Colombie-Britannique, elle a observé une insécurité alimentaire croissante ces dernières années, principalement en raison de la hausse du coût des produits alimentaires. Depuis 2015, les prix des denrées alimentaires ont globalement augmenté de 2 à 5 % par an, avec une inflation encore plus forte observée pour les œufs, les produits laitiers et la volaille (112, 113). L'inflation a contraint de nombreux ménages à limiter leur consommation alimentaire et/ou à réduire la quantité d'aliments nutritifs et de haute qualité consommée. Des charges supplémentaires ont aggravé l'insécurité alimentaire au niveau local et national ces dernières années et ont révélé les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement et du système alimentaire de Vancouver ainsi que du Canada : la pandémie de COVID-19, les coûts élevés de l'énergie, les pénuries de main-d'œuvre, le changement climatique (sécheresses), etc. (113). L'augmentation de l'insécurité alimentaire a également aggravé l'état de santé de nombreux Canadiens - le nombre de cas de diabète de type 2 recensés en Colombie-Britannique a augmenté - et a touché de manière disproportionnée des populations déjà vulnérables, à savoir les Premières nations autochtones, les sans-abri et les malades, les toxicomanes, etc. (114, 115, 116). En effet, Vancouver, bien qu'elle développe actuellement toute une série de politiques et de projets de réconciliation, s'inscrit dans une histoire plus large de colonialisme, de discrimination et de violence à l'égard des populations autochtones, qui reste visible à ce jour dans les inégalités que l'on trouve au cœur de son système alimentaire (117).



CHIFFRES CLÉS

- Ville de Vancouver
- Province de la Colombie-Britannique
- Population : 662 248 habitants, 8e ville du Canada (118)
- Coût mensuel en produits alimentaires nutritifs pour une famille de quatre personnes : 1 093 dollars (112)
- Augmentation des prix des denrées alimentaires : +8% entre 2015 et 2017 (112)
- Part des Canadiens en situation d'insécurité alimentaire, issus de minorités ethniques : 28,2 % de tous les autochtones, 27,8 % de tous les Noirs et 21,7 % de tous les Arabes et Asiatiques de l'Ouest (114)



Depuis 2003, la ville de Vancouver s'est engagée à créer un système alimentaire local juste et durable, considérant l'alimentation comme un élément clé pour parvenir à un "Vancouver durable", qui fait partie d'un plan lancé par la ville en 2002. Le Conseil de la politique alimentaire de Vancouver a été créé en 2004. En 2007, il formule une charte alimentaire réitérant l'engagement de la ville à :

1. Promouvoir des systèmes alimentaires qui contribuent au bien-être de la ville et de la région - à la fois sur le plan économique, écologique et social ;
2. Encourager la production alimentaire locale et protéger les ressources naturelles et humaines ;
3. Reconnaître le droit à l'alimentation pour tous les habitants et habitantes de Vancouver ;
4. Favoriser le dialogue entre les communautés, les gouvernements et le système alimentaire ;
5. Célébrer le multiculturalisme de la ville (119).

Les systèmes alimentaires figurent également en bonne place dans le plan d'action de la ville la plus verte (2011) (120).



INITIATIVE 1

Créer et soutenir des quartiers à l'environnement alimentaire favorable : la stratégie alimentaire de Vancouver

En 2013, le conseil municipal de Vancouver a adopté sa stratégie alimentaire, qui vise à rapprocher la ville de son objectif de créer un système alimentaire local juste et durable. Dirigée par le sous-département municipal pour la politique sociale, la stratégie a été divisée en cinq domaines d'objectifs : soutenir les quartiers favorables à l'alimentation ("food-friendly neighbourhoods") ; donner aux habitants les moyens d'agir ; améliorer l'accès à une alimentation saine, abordable et culturellement diversifiée pour tous les habitants ; faire de l'alimentation une pièce maîtresse de l'économie verte de Vancouver ; et défendre un système alimentaire juste et durable avec les partenaires et à tous les niveaux de gouvernement. Soixante-dix actions ont également été détaillées, ciblant une grande variété de secteurs et d'acteurs du système alimentaire, notamment la production alimentaire (agriculture urbaine), la transformation et la distribution des aliments, l'accès à la nourriture, la gestion des déchets alimentaires et les outils et approches à l'échelle du système (120, 121).

Le premier objectif de la stratégie, qui consiste à soutenir les quartiers favorables à l'alimentation, est principalement axé sur le renforcement des points alimentaires physiques et des infrastructures qui soutiennent les systèmes alimentaires locaux résilients et améliorent l'accès à des aliments frais et sains, tels que les jardins communautaires ou collectifs, les vergers, les marchés alimentaires, les cuisines et les installations de compostage, les marchés de producteurs, les installations d'entreposage des aliments et les épiceries de quartier saines. Ces points alimentaires ont été cartographiés en 2012 afin de mieux identifier les lacunes et les possibilités d'amélioration. Au cours des années suivantes, le conseil municipal a mis en œuvre une série d'actions axées sur le renforcement des capacités, le partage d'informations, la coordination de projets, la gestion des terres publiques et le financement, afin de favoriser des environnements alimentaires plus sains. Par exemple, le nombre de parcelles de jardins communautaires a augmenté de 40 % entre 2010 et 2016, une association de coordinateurs de jardins communautaires a été créée et les politiques d'utilisation des sols et le zonage ont été mis à jour pour légitimer l'agriculture urbaine (121, 122).



INITIATIVE 2

Cartographie des ressources alimentaires : identification des inégalités d'accès à la nourriture à Vancouver

En 2021, Vancouver Parks and Recreation a collaboré avec la ville de Vancouver pour élaborer le Local Food System Action Plan (LFSAP), un plan quinquennal visant à mettre en place un système alimentaire local durable, juste et décolonial (123). Constituant un pas de plus vers la garantie d'un accès universel à une alimentation suffisante, sûre et de qualité, le plan reconnaît l'importance de la souveraineté alimentaire autochtone pour développer la sécurité alimentaire de Vancouver, ainsi que la nécessité d'accroître l'accès équitable aux biens et services alimentaires. Ancré dans une stratégie plus large visant à rendre les quartiers conviviaux sur le plan alimentaire, le LFSAP souligne l'importance des communautés dans la promotion de la sécurité alimentaire et dans le développement de relations relationnelles (par opposition aux relations transactionnelles) afin de créer des environnements alimentaires plus sains.

Une cartographie des points alimentaires a été réalisée avant et après la mise en œuvre du plan afin de mieux comprendre la répartition géographique des points alimentaires de qualité et leur évolution dans le temps. Contrairement à la stratégie alimentaire de 2013, les cartes créées intègrent une analyse spatiale des corrélations entre les points alimentaires cartographiés et les "zones prioritaires" définies, où les inégalités en matière d'accès à l'alimentation sont les plus marquées. Ce processus a permis aux autorités locales d'identifier les zones mal desservies de Vancouver en 2021 qui devaient être prioritaires (par exemple, le Downtown Eastside) ainsi que les zones qui devraient connaître une augmentation de la densité de population et, par conséquent, des besoins. L'analyse spatiale a également révélé des lacunes et des opportunités dans la lutte contre l'insécurité alimentaire pour chaque type de point alimentaire (124, 125).

CONTRIBUTIONS



THIERRY GIORDANO

Chercheur au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), économiste agricole et expert en développement

Du niveau local au niveau mondial, il n'y a pas un jour, pas un lieu, pas une conférence où les gens ne soulignent pas à quel point les systèmes alimentaires nous font défaut. Pourtant, les progrès restent lents, trop lents, au point de mettre en péril l'objectif de développement durable 2 des Nations unies (ODD 2), qui vise à créer un monde libéré de la faim. Alors que beaucoup assistent à l'agonie de l'ODD 2, malgré l'urgence de la situation, d'autres s'engagent, expérimentent et innove pour échapper aux pièges de l'insécurité alimentaire que des systèmes alimentaires défaillants ont institutionnalisé. À bien des égards, les collectivités locales appartiennent à cette dernière catégorie, au même titre que d'autres acteurs du système alimentaire local.

Ces dernières années, des chocs mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine nous ont rappelé à quel point nos systèmes alimentaires sont vulnérables et leur résilience, essentielle. Ces chocs ont parfois été considérés comme des opportunités de changement voire de transformation. L'ont-ils été ? Malheureusement, non. Avec le recul, force est de constater que le système agro-industriel a résisté aux ondes de ces deux grands chocs. Il n'y a pas eu de perturbations majeures des chaînes de valeur mondiales, au pire quelques accrocs, nécessitant quelques ajustements, certains temporaires et d'autres permanents, mais tous confortant la prédominance du système actuel. Aussi impactant qu'il soit pour les écosystèmes et les hommes, il a démontré encore une fois ses formidables capacités d'adaptation.

Ces crises étaient tellement inattendues, imprévues et globales que l'objectif de tous est devenu une mission de sauvetage ; oubliant ainsi que la résilience aux chocs et aux stress et la durabilité sont les deux faces d'une même pièce ; oubliant ainsi que l'insécurité alimentaire et la malnutrition étaient déjà en hausse avant ces deux crises. Certains ont souffert, à des niveaux jamais atteints auparavant, des inégalités aggravées par les chocs mondiaux. Les populations vulnérables sont devenues des victimes ; les filets de sécurité sociale, la solution ; le statu quo, le grand gagnant.

Néanmoins, au niveau local, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des réalités palpables qui ne se résument pas à de simples statistiques et les chocs ne se limitent pas à la pandémie de COVID-19 ou à la guerre en Ukraine. Les systèmes alimentaires locaux sont confrontés à une grande variété de chocs et de stress multiples, allant des événements climatiques aux catastrophes naturelles, des ravageurs et maladies des plantes ou des animaux aux crises économiques, de l'instabilité politique aux pertes de biodiversité. Sans compter que le nombre de chocs est en augmentation. Leurs impacts cumulés sur les nombreux maillons des systèmes alimentaires sont devenus une "nouvelle normalité" avec laquelle ils doivent composer. Les systèmes alimentaires locaux des pays pauvres sont plus touchés que ceux des pays développés et les populations les plus vulnérables, aux deux extrémités des systèmes alimentaires, en paient les frais quotidiennement et disproportionnellement : les agriculteurs et les consommateurs les plus pauvres. Paradoxalement, les programmes de protection sociale se sont montrés très utiles ces dernières années mais n'ont pas permis d'améliorer significativement la durabilité des systèmes alimentaires, en témoignent les crises à venir...

Les gouvernements locaux sont en première ligne face aux défaillances des systèmes alimentaires et s'efforcent d'initier des réponses diverses : politiques publiques, règles et réglementations, investissements, développement d'infrastructures, etc. Parallèlement, d'autres acteurs locaux jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'initiatives collectives innovantes répondant aux besoins de l'échelle locale. La création de systèmes alimentaires résilients et durables dépend ainsi de la capacité de chacun à capitaliser sur ces deux dynamiques pour motiver et conduire des transformations à différentes échelles. Tous les acteurs locaux, y compris les collectivités, doivent travailler main dans la main pour développer une meilleure compréhension des systèmes alimentaires contemporains, et définir et opérationnaliser les changements nécessaires à la transition. La coordination et la gouvernance multi-acteurs sont essentielles pour tirer parti des transformations et maximiser leurs impacts sur les systèmes alimentaires tout en mettant en oeuvre les deux dimensions ajoutées à la définition de la sécurité alimentaire par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition : la capacité d'agir et la durabilité.

REBECA MONROY

Directrice fondatrice de l'Observatoire universitaire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'État de Guanajuato, chercheuse en nutrition environnementale et sécurité alimentaire

Au fil des décennies, le concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) a évolué, propulsé par la maturation des politiques publiques nationales et internationales. La compréhension du concept - comme "l'accès constant et continu à des aliments nutritifs, en accord avec le contexte culturel et régional", étudié à travers les piliers de la stabilité, de la disponibilité, de l'accessibilité et de l'incorporation biologique - et sa mise en œuvre se sont avérées complexes, nécessitant des actions coordonnées, transversales et intersectorielles.

L'amélioration de la sécurité alimentaire dans le monde n'a pas toujours été corrélée à une amélioration de la santé (126). Par exemple, malgré une augmentation de la sécurité alimentaire de 30 % à 48,8 % au Mexique entre 2012 et 2018, l'état de santé de la population, en particulier des femmes, révèle des taux accrus d'hypertension, de diabète et de dyslipidémie. Les recherches menées à Guanajuato confirment les données nationales et mondiales selon lesquelles les femmes sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, un risque encore aggravé lorsque leur niveau d'éducation est inférieur à l'enseignement secondaire (126).

Au niveau mondial, l'insécurité alimentaire a un impact profond, en particulier sur les enfants, avec 154 millions d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent à des degrés divers de troubles de la croissance, dont 51 millions d'émaciation, 17 millions d'émaciation grave et 41 millions de surpoids ou d'obésité - tous ces chiffres étant en augmentation (127).

La pandémie de COVID-19 a encore aggravé les problèmes de santé et de sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans les zones rurales. En 2021, 60,8 % des ménages mexicains ont connu une forme ou une autre d'insécurité alimentaire, contre 55,5 % en 2018. Les facteurs de risque comprenaient des obstacles économiques et physiques avec un manque d'accès à des aliments sains, la perte d'emploi et la présence d'enfants dans le ménage (128, 126).

Le changement climatique affecte également de manière significative la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La pollution de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que l'augmentation de la déforestation, contribuent à aggraver l'insécurité alimentaire. La consommation croissante de produits ultra-transformés facilement accessibles et peu coûteux, riches en graisses et en sucres, souligne l'importance des réglementations environnementales et technologiques pour lutter contre les effets de l'industrie agroalimentaire sur la santé et l'environnement.

Dans le monde entier, il existe un retard dans l'exercice et la garantie de plusieurs droits fondamentaux nécessaires au maintien d'une vie digne et saine : le droit à une alimentation nutritive et de qualité, le droit à l'accès à l'eau potable et le droit à un environnement sain. Ces trois droits constituent des éléments essentiels pour atteindre et préserver un autre droit crucial : la santé globale, qui englobe à la fois le bien-être physique et mental.

Des problèmes tels que l'anémie, le retard de croissance et l'obésité infantile menacent le bien-être d'un groupe démographique protégé par les droits de l'homme des enfants et des adolescents, comme le soulignent les engagements et les traités internationaux tels que la Convention relative aux droits de l'enfant et le programme des objectifs de développement durable. Bien que le respect de ces obligations reste un objectif lointain, des progrès significatifs ont été réalisés ces dernières années dans le domaine des politiques publiques liées à la santé, aux aliments nutritifs, aux environnements sains et au droit d'accès à l'information (129; 130).

Pour parvenir à une gouvernance solide en matière de sécurité alimentaire, il faut des éléments tels que la participation active, l'adhésion aux principes juridiques, la transparence, la responsabilité, la recherche de consensus, l'équité, l'efficacité, l'efficience et la réactivité dans tous les domaines gouvernementaux et intersectoriels. Pour traiter efficacement la sécurité alimentaire, il faut des actions coordonnées et cohérentes entre les différents secteurs, en veillant à la synchronisation des politiques et des ressources disponibles. La gouvernance en matière de sécurité alimentaire devrait englober une approche holistique, reconnaissant sa nature multiforme et incluant des aspects liés à la santé, à l'économie, à la culture, à l'éducation, à la dynamique sociale, à la politique et à l'environnement. Cette approche holistique est particulièrement cruciale pour les groupes vulnérables : la démocratie sociétale reste incomplète tant que des problèmes tels que l'inégalité, la discrimination et la violence persistent.

POINTS CLÉS



Selon Morgan et Sonnino, une nouvelle "équation alimentaire" se dessine depuis le début du XXI^{ème} siècle, transformant notamment la manière d'appréhender l'insécurité alimentaire (131). L'insécurité alimentaire est de plus en plus urbaine, tout comme la population mondiale (dont 57 % vivront dans des zones urbaines d'ici 2022). Les villes sont plus sensibles aux hausses des prix de l'énergie et plus exposées aux températures élevées car elles sont fortement urbanisées et souvent déconnectées de la production agricole, repoussée dans les zones rurales (132, 133). Les produits alimentaires de qualité sont plus difficiles d'accès, à la fois en termes de disponibilité (surreprésentation des supermarchés, des produits transformés et de la restauration rapide de faible qualité) et d'un point de vue économique (les produits bénéficiant d'un label de qualité sont plus chers, parfois importés, etc.) (134, 135).

Face à ces évolutions aux conséquences sociales, environnementales et économiques multiples, un nombre croissant de gouvernements locaux et régionaux innove et développent des politiques alimentaires systémiques pour lutter contre l'insécurité alimentaire tout en créant des emplois, en préservant les ressources et en permettant à chacun de se nourrir sainement et durablement. Les premières politiques locales intégrées sont apparues dans les années 1990 au Brésil et en Amérique du Nord (Belo Horizonte depuis 1993 et Toronto depuis 1992 avec son Food Policy Council) (6). À l'heure où les gouvernements se concentrent principalement sur le renforcement de leurs politiques sociales, l'émergence de politiques alimentaires apparaît comme une nécessité. En 1992, le Sommet de Rio affirme le rôle central des collectivités locales dans la transition environnementale - conduisant notamment à la création de nombreux Agendas 21 dans le monde - tandis que les crises alimentaires à répétition des années 2000 (émeutes de la faim au Maghreb, par exemple) mettent la sécurité civile, faisant apparaître l'importance des systèmes alimentaires dans le maintien de l'ordre (compétence locale). Depuis, cette approche locale de la sécurité alimentaire se développe, se démocratise et se diversifie. Elle reste néanmoins relativement récente.

Pour construire un système alimentaire équitable, résilient et durable et lutter contre l'insécurité alimentaire sur le long terme, les collectivités territoriales disposent de différents leviers, en fonction du niveau de décentralisation de l'État et des transferts de compétences et de financements associés.



1. Donner à toutes et tous la possibilité de jouer un rôle dans la transition vers un système alimentaire durable et localisé

Les collectivités territoriales disposent également de certains outils pour sensibiliser, éduquer et former la population à l'importance d'une alimentation saine et durable : il faut agir sur l'offre, mais il est également urgent de faire évoluer la demande vers des produits frais et sains. Les écoles (Rufisque) et les centres de formation (Antananarivo, Amman), lorsqu'ils s'appuient sur l'expertise locale, sont des outils pour alimenter et assurer le bien-être des individus mais aussi les éduquer aux bienfaits d'une alimentation saine et aux bases de la production agricole à travers des jardins communautaires renforçant leur résilience en cas de chocs (réduisant ainsi la dépendance aux achats alimentaires, l'inflation, etc.). Les gouvernements locaux peuvent également soutenir la mise en place de centres de formation aux métiers de l'agriculture et de l'alimentation : le renforcement des compétences est un préalable à la structuration de nouvelles filières. Par ailleurs, l'institutionnalisation des questions de sécurité alimentaire (Catalogne, Vancouver) et l'ouverture de ces institutions à la participation citoyenne (São Paulo) permettent de renforcer les compétences des collectivités locales et des individus, faisant de la lutte contre l'insécurité alimentaire un effort multi-acteurs - ce qui est un élément clé dans la mise en œuvre de politiques alimentaires locales efficaces. Les collectivités locales et leurs partenaires, les communautés locales, les écoles, les producteurs locaux et les coopératives, le secteur informel et les autres parties prenantes doivent travailler en collaboration pour obtenir des résultats positifs. Au-delà des coopérations locales, les coopérations internationales et décentralisées permettent un échange de connaissances, le partage de compétences et une assistance financière, ce qui contribue grandement au succès des initiatives alimentaires (Rufisque et Montpellier ; Siem Reap et Hauts de Seine ; Chefchaouen et Andalousie, Amman et Belgique). Elles peuvent être des outils permettant aux gouvernements locaux et régionaux du Sud de répondre aux besoins et aux priorités identifiés par les communautés locales et les parties prenantes, contrairement à la coopération internationale dirigée par les donateurs.



2. S'engager en faveur d'une agriculture urbaine, durable et génératrice de revenus

Le changement climatique a un impact sur les environnements citadins, qui sont fortement urbanisés et manquent souvent d'espaces de production agricole (plus sensibles aux événements météorologiques extrêmes tels que les inondations et l'accumulation d'îlots de chaleur en raison de la limitation du refroidissement des espaces et du drainage des pluies) (136). L'agriculture urbaine est un moyen de localiser la production alimentaire à proximité des centres de consommation urbains et de créer des emplois au niveau local (Amman, Vancouver). Bien que souvent insuffisante pour " nourrir les villes " (La Havane est l'une des rares villes mondiales à développer des politiques d'agriculture urbaine visant l'autosuffisance), l'agriculture urbaine revitalise les écosystèmes alimentaires urbains et lutte contre l'insécurité alimentaire tant pour les producteurs (revenus et autoconsommation) que pour les consommateurs (produits locaux et de qualité) (137, 138). Elle facilite notamment l'accès aux produits frais pour les ménages à faibles revenus qui n'ont pas à les acheter (139). Par ailleurs, l'utilisation de pratiques agroécologiques et/ou de pratiques traditionnelles (Durban, Vancouver et Antananarivo) favorise la démocratisation d'une agriculture respectueuse de l'environnement, durable et résiliente.



3. Structurer les filières agricoles locales et localiser la valeur ajoutée

Certaines régions choisissent de ne pas exporter leurs matières premières mais de développer des économies locales artisanales voire industrielles - avec le soutien de subventions et la mise à disposition d'installations et d'équipements - afin de favoriser un cercle vertueux par la création de revenus et d'un approvisionnement alimentaire local de qualité (Catalogne). En effet, la transformation locale des produits agricoles de la région (épices à Siem Reap, edamame à Durban, champignons à Chefchaouen) est un moyen de conserver la valeur ajoutée, de créer de la richesse et des emplois non délocalisables tout au long de la chaîne alimentaire. Afin d'appuyer la structuration des filières agricoles et agroalimentaires locales, la restauration collective publique (cantines scolaires, mais aussi hôpitaux, administrations, prisons, etc.) peut également être mobilisée comme un marché stable et substantiel qui assure des revenus réguliers aux producteurs locaux et à leurs familles, garantissant ainsi leur sécurité alimentaire (Rufisque, Antananarivo et Montpellier utilisent les cantines scolaires à cette fin).



4. Créer de l'emploi et de la richesse en impliquant les populations vulnérables

Les activités économiques liées à l'agriculture et à l'alimentation dans une région sont diverses et variées. Les gouvernements locaux et régionaux peuvent soutenir la création d'emplois et de revenus en fournissant des cadres incitatifs et facilitateurs, en particulier pour les populations les plus éloignées des opportunités d'emploi (jeunes, femmes, réfugiés, etc.) : soutenir la communication et la promotion des produits locaux et des savoir-faire traditionnels, ainsi que fournir des financements pour le développement de l'agrotourisme (Chefchaouen) ou d'espaces spécifiques et/ou d'assistance pour certains groupes (Amman) (140, 141). Par exemple, les femmes, qui sont souvent confrontées à une insécurité alimentaire extrême en raison des discriminations qu'elles subissent, deviennent des moteurs du développement territorial (Chefchaouen). Il s'agit également de créer des opportunités économiques attractives dans les zones rurales afin d'encourager les jeunes à cultiver leur territoire et à préserver les ressources et les traditions locales. En revitalisant les zones périurbaines et rurales, où les emplois sont plus rares, et en impliquant les populations les plus vulnérables, l'objectif est de valoriser le patrimoine local par la création d'emplois et de richesses, assurant ainsi une source de revenus aux personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire, leur permettant d'accéder à une alimentation suffisante et saine.

De nombreuses initiatives des collectivités territoriales étudiées apportent un soutien aux populations vulnérables, qu'il s'agisse des femmes, des enfants, des jeunes ou des agriculteurs. L'implication de ces groupes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire est essentielle pour transformer en profondeur les systèmes alimentaires locaux afin de les rendre économiquement et socialement durables et résilients.



5. Garantir des "filets de sécurité" alimentaires de qualité et d'origine locale

Face à l'insécurité alimentaire, certaines collectivités territoriales financent des associations ou fournissent directement une aide alimentaire d'urgence (monétaire ou en nature). Les produits distribués sont souvent issus de la grande distribution ou importés, au détriment de la qualité nutritionnelle et des filières locales. En s'appuyant sur l'approvisionnement local, l'aide alimentaire peut soutenir les producteurs locaux, créer des emplois et contribuer à un cercle vertueux de développement territorial (aide alimentaire produite et transformée localement). Lorsque les cantines scolaires sont approvisionnées localement, elles constituent également un important filet de sécurité alimentaire pour les enfants tout en garantissant des débouchés aux acteurs agricoles et agroalimentaires de la région (Rufisque, Montpellier). En effet, les cantines scolaires permettent un accès quotidien à une alimentation saine pour les enfants, ce qui se traduit par de meilleurs résultats scolaires et une réduction des coûts alimentaires des ménages. Certaines régions vont plus loin et envisagent de faire de l'alimentation un droit pour tous : un système de sécurité sociale alimentaire est en cours d'expérimentation (Montpellier).

Certains secteurs, acteurs et approches semblent particulièrement importants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et apparaissent régulièrement dans les bonnes pratiques étudiées : les écoles, le tourisme, les marchés locaux, le soutien financier et technique, la coopération avec les entreprises et les coopératives, mais aussi avec les travailleurs informels, le rôle et l'autonomisation des femmes, la culture, les approches systémiques, la participation des acteurs, la coopération décentralisée, l'autosuffisance plutôt que l'aide fournie par les donateurs, le rapport aux déchets, etc.

Malgré ces divers leviers pour lutter contre l'insécurité alimentaire, les collectivités locales et régionales sont confrontées à des défis et à des obstacles dans la mise en œuvre de politiques innovantes. Dans la plupart des pays, l'État reste le principal détenteur des pouvoirs et des compétences liées à l'alimentation et l'agriculture. Les collectivités locales et régionales n'ont donc pas les compétences nécessaires pour agir sur un large éventail de questions, dont certaines ont un impact direct sur l'insécurité alimentaire (les réglementations relatives aux environnements alimentaires, les cantines scolaires, etc.). De plus, de nombreux gouvernements locaux et régionaux du Sud manquent de fonds pour développer des politiques à grande échelle et à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire. S'ils peuvent bénéficier de l'aide internationale ou de l'aide au développement, celle-ci s'est souvent avérée être une aide menée par les donateurs, ne soutenant pas les initiatives locales novatrices.

Le caractère informel des systèmes alimentaires dans les pays du Sud (vente dans la rue, organisations communautaires informelles, établissements informels, en particulier dans les quartiers les plus pauvres, etc.) rend également difficile l'évaluation de l'impact des politiques dans de nombreux endroits (par exemple à Rufisque, Siem Reap et São Paulo). Cela constitue un obstacle pour estimer correctement la réussite d'un projet ou d'une politique, ainsi qu'à la compréhension des conditions favorables et des obstacles qui rendent une politique possible ou non. En outre, les relations informelles entre les parties prenantes ainsi que la culture et les croyances locales sont souvent à l'origine de difficultés sur le terrain, qui ne peuvent être évitées qu'en introduisant les connaissances locales dans le processus de conception des politiques : réticence des femmes à vendre leurs produits sur les marchés publics à Chefchaouen ; valorisation sociale et culturelle des achats dans les supermarchés ou de la restauration rapide à Durban ; difficultés pour les agriculteurs locaux à gérer la bureaucratie à São Paulo, etc.

À l'avenir, les collectivités locales et régionales devront faire face à des défis supplémentaires liés à l'urbanisation croissante et aux effets de plus en plus marqués du changement climatique. Il devient de plus en plus difficile d'accéder aux terres arables à l'intérieur et autour des villes - comme c'est déjà le cas à Antananarivo - ce qui limite l'expansion des politiques d'agriculture urbaine, pourtant des solutions clés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire urbaine, et aggrave la dichotomie urbaine-rurale déjà visible aujourd'hui. Le changement climatique perturbe encore davantage les possibilités de production alimentaire. Les catastrophes naturelles deviennent plus intenses et plus fréquentes, en particulier dans les pays du Sud où l'insécurité alimentaire est déjà un problème crucial. La transformation des climats locaux entraîne également une évolution des pratiques agricoles (par exemple, le déplacement progressif des pratiques agricoles des pays du sud de la Méditerranée vers les pays du nord) et nécessite une coopération renforcée entre le Nord et le Sud et entre le Sud et le Sud. Les populations rurales et marginalisées les plus vulnérables sont les plus touchées par ces changements, ce qui accroît l'insécurité alimentaire à l'extérieur des villes comme à l'intérieur. En effet, la diminution des possibilités de production alimentaire entraîne une augmentation des prix des denrées alimentaires (principe de rareté), ce qui aura un impact disproportionné sur les ménages les plus précaires. Le changement climatique risque à terme de perturber les chaînes d'approvisionnement - plus que les conflits ne l'ont fait jusqu'à présent (et le feront probablement à l'avenir) - et d'aggraver l'insécurité alimentaire. De plus, les catastrophes naturelles, le changement climatique et les conflits entraînent d'ores et déjà de nombreuses migrations. 216 millions de personnes devraient être forcées à se déplacer à l'intérieur des frontières de leur pays d'ici 2050, ce qui aggraverait encore les problèmes liés à la concentration de la population, à la forte densité et à l'urbanisation massive (142).

SIX RECOMMANDATIONS

Les collectivités locales et régionales susmentionnées ont élaboré des politiques innovantes pour lutter contre l'insécurité alimentaire en milieu urbain de manière systématique et intégrée. Toutefois, de nombreux défis et obstacles subsistent, de même que des cadres réglementaires et politiques nationaux et internationaux qui peuvent parfois entraver la mise en œuvre d'actions au niveau local. Par conséquent, plusieurs recommandations peuvent être faites aux gouvernements locaux, régionaux et nationaux ainsi qu'aux institutions internationales.



1. Faire de l'alimentation un droit inconditionnel

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaît le "droit à un niveau de vie suffisant, y compris une nourriture suffisante", ainsi que le "droit fondamental d'être à l'abri de la faim". Faire de l'alimentation un droit inconditionnel signifie fournir une alimentation de qualité accessible à tous (cantines communautaires, etc.). Les institutions peuvent et doivent intervenir en mobilisant différents outils pour créer des opportunités pour sortir de l'insécurité alimentaire, plutôt que de se contenter 'd'assister' les populations les plus vulnérables (création d'emplois, relocalisation d'activités, aides financières, services publics, etc.). Les individus doivent pouvoir être des acteurs proactifs de leurs choix alimentaires afin d'éviter la violence psychologique et la stigmatisation historique associées à l'aide alimentaire. Payer une partie des produits, apprendre à cuisiner, participer à la production, etc. sont des moyens de protéger la dignité humaine et l'estime de soi des personnes vulnérables.

Par ailleurs, des expériences de sécurité sociale alimentaire sont actuellement menées en France et en Belgique et pourraient ouvrir la voie pour que les ressources économiques d'un individu ne soient plus un frein à son droit à une alimentation saine (revenu universel). En menant des expériences relatives au droit à l'alimentation, les gouvernements locaux et régionaux ouvrent la voie à des politiques plus larges au niveau national et testent la faisabilité de diverses politiques innovantes.



2. Favoriser des territoires équilibrés : promouvoir les coopérations urbaines-rurales et une distribution d'emplois équitable

À mesure que les villes grossissent, elles sont confrontées à des défis majeurs en termes d'infrastructures, de transports, d'énergie, d'emploi, d'éducation, de santé et d'alimentation (6). Une dichotomie géographique, économique, culturelle et politique s'est développée entre les zones urbaines et rurales depuis la révolution industrielle, qu'il est impératif de contrer pour promouvoir des territoires équilibrés et dynamiques. Il est essentiel de mieux comprendre le potentiel de chaque territoire, en particulier des zones rurales, en créant des opportunités d'emploi attractives dans le secteur agricole et agroalimentaire (salaires équitables, accompagnement sur les aspects administratifs, mutualisation, congés plus longs, projets collectifs, etc.) et en développant de nouveaux outils de coopération entre les villes et les campagnes (accords de réciprocité, par exemple).

Pour assurer la localisation des systèmes alimentaires, il est également essentiel de soutenir et d'encourager la production locale pour la consommation locale. Afin de faciliter cette transition, les gouvernements locaux et régionaux doivent créer et financer des formations, des emplois et des infrastructures appropriés dans les zones urbaines (logistique, distribution, points de vente, etc.).

L'objectif est de créer des emplois et des richesses en dehors des centres urbains afin de permettre l'accès à des revenus décents et, par conséquent, à une alimentation suffisante pour tous, à une époque où de nombreuses personnes quittent les zones rurales à la recherche de meilleures opportunités et sont confrontées à des taux élevés de chômage, de pauvreté et d'insécurité alimentaire dans les villes.



3. Faire participer les communautés vulnérables à la lutte contre les mauvaises habitudes alimentaires

L'éducation et la sensibilisation des futurs citoyens sont essentielles pour créer des systèmes alimentaires durables, en particulier dans la lutte contre les mauvaises habitudes alimentaires. Grâce aux cantines scolaires, les gouvernements peuvent aider les enfants à mieux comprendre l'importance d'une alimentation saine et à développer des compétences culinaires. Les programmes scolaires jouent également un rôle dans la revalorisation du secteur agricole, en permettant aux enfants de comprendre la chaîne alimentaire et la valeur de l'agriculture locale et de la production alimentaire, et en promouvant l'autoproduction en tant que compétence à transmettre aux élèves (éducation alimentaire). En outre, les gouvernements locaux, régionaux et nationaux peuvent prendre des mesures concernant les campagnes publicitaires dans les espaces publics afin de créer des environnements alimentaires qui encouragent, sensibilisent et facilitent l'accès à une alimentation saine et de qualité pour les enfants et les adultes. En effet, la sensibilisation et l'éducation à l'alimentation devraient englober des programmes et des politiques ciblant les enfants et les adultes de tous horizons.



4. Soutenir les industries locales : utiliser les services publics et les infrastructures pour des systèmes alimentaires durables

Les collectivités locales et régionales doivent utiliser les infrastructures publiques qui relèvent de leur compétence pour contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires durables et soutenir les industries locales. Par l'intermédiaire des cantines scolaires, des hôpitaux et de la restauration collective, elles ont la possibilité d'offrir des débouchés sûrs et stables aux agriculteurs locaux tout en garantissant une alimentation saine à une grande partie de la population, ce qui a un impact sur la sécurité alimentaire des producteurs et des consommateurs.

D'autre part, les gouvernements nationaux, les organisations internationales et les collectivités locales et régionales - s'ils en ont les compétences - doivent s'attaquer à la répartition inéquitable des ressources qui est indirectement à l'origine de l'insécurité alimentaire. Ils pourraient le faire en légiférant contre l'accaparement des terres afin de garantir le droit d'accès à la terre pour tous ; en agissant contre les spécialisations régionales agricoles et la monoculture afin d'empêcher la culture à grande échelle de produits non durables et non résistants, de protéger la biodiversité locale et d'œuvrer en faveur de formes d'autonomie alimentaire ; en reconnaissant les racines coloniales du système alimentaire contemporain pour œuvrer vers une distribution moins inégale des ressources et, par conséquent, pour réduire l'insécurité alimentaire à travers le monde.



5. Promouvoir le changement: collaborer entre villes et gouvernements pour plus de sécurité alimentaire et de résilience

L'élaboration de politiques intégrées visant à garantir la sécurité alimentaire par les collectivités locales et régionales reste limitée. Par conséquent, pour les gouvernements déjà engagés dans ce domaine, il est important de promouvoir le partage des bonnes pratiques et de plaider auprès d'autres villes et gouvernements de leur pays pour développer des cadres propices à l'établissement d'une législation à plus grande échelle. Les gouvernements nationaux, en particulier, ont la possibilité de décentraliser certaines de leurs compétences dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation afin de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire. En confiant aux municipalités la responsabilité des cantines scolaires, les leviers susmentionnés pourraient être plus facilement utilisés pour soutenir les industries locales et éduquer les enfants à une alimentation saine. Des politiques plus proches des réalités locales pourraient également être développées en ce qui concerne la préservation des agriculteurs et des environnements agricoles.



6. Renforcer les coopérations internationales au sein de la recherche et des soutiens financiers pour des politiques alimentaires locales

Les défis de l'insécurité alimentaire urbaine dépassent les frontières nationales, ce qui souligne l'importance d'encourager la coopération internationale entre les régions et les pays, ainsi qu'avec les centres de recherche du monde entier. La coopération décentralisée, la recherche et l'innovation peuvent jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de politiques alimentaires locales efficaces et compléter les connaissances et les besoins locaux par des connaissances et des capacités techniques. La collaboration en matière de recherche, et plus largement la coopération internationale, permettent l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques entre les localités et les pays, renforçant ainsi les politiques alimentaires locales.

Les organisations internationales jouent également un rôle crucial dans la coopération internationale dans la mesure où elles doivent mobiliser des ressources financières pour soutenir les politiques alimentaires locales. Cela peut impliquer la création de fonds dédiés à l'insécurité alimentaire urbaine, la mobilisation de financements internationaux et le renforcement des mécanismes de coopération internationale. Les fondations peuvent être une source d'aide financière supplémentaire en structurant des fonds dédiés aux politiques alimentaires innovantes (par exemple, la Fondation Daniel et Nina Carasso en France). De nombreux gouvernements locaux et régionaux dans le monde manquent de fonds pour développer des plans étendus et à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Il est donc essentiel de plaider en faveur d'une augmentation significative des investissements financiers nationaux et internationaux pour garantir une réponse efficace à ce défi.



BIBLIOGRAPHIE

- (1) Food and Agriculture Organisation: FAO. (1996). An Introduction to the Basic Concepts of Food Security. In *Food Security Information for Action: Practical Guides*. <https://www.fao.org/3/a1936e/a1936e00.pdf>
- (2) World Bank. (2023). *Food Security Update | The Bank's Response to Rising Food Insecurity*. <https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/food-security-update>
- (3) World Health Organisation: WHO. (2021, June 9). *Obesity and overweight*. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>
- (4) UNICEF. (2020). *UNICEF Conceptual Framework on Maternal and Child Nutrition*. <https://www.unicef.org/documents/conceptual-framework-nutrition>
- (5) World Food Programme. (2021, October 28). *Poverty, Food Security and Nutrition Analysis in the context of COVID-19*. <https://www.wfp.org/publications/poverty-food-security-and-nutrition-analysis-context-covid-19-and-role-social>
- (6) Bricas, N., Conaré, D., Walsler, M., & Bourre, S. (2021). *Une Ecologie de l'Alimentation*. QUAE OPEN. <https://doi.org/10.35690/978-2-7592-3353-3>
- (7) Unites Cities and Local Governments: UCLG. (2028). *Pact for the Future of Humanity: The political declaration of Daejeon*. <https://www.uclg.org/sites/default/files/pactpourlavenirdecglu.pdf>
- (8) Food and Agriculture Organisation: FAO. (2022). *Gender and food security and nutrition*. <https://www.fao.org/gender/learning-center/thematic-areas/gender-and-food-security-and-nutrition/1/en>
- (9) Suri, S. (2022, May 9). *Why Women Face More Food Insecurity Than Men*. Observer Research Foundation. <https://www.orfonline.org/research/why-women-face-more-food-insecurity-than-men/>
- (10) Let's Food & RESES. (2022). *En 2022, en France, les étudiants ont encore faim: Leçons de résilience et plaidoyer pour un droit à l'alimentation de qualité pour toutes et tous*. https://www.letsfood.fr/_files/ugd/c96d90_93b26038a80a474ea9edb8c10749691f.pdf
- (11) IPES-FOOD. (2010). *10 Principles to guide the transition to Sustainable Food Systems*. https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/IPES%2010%20Principles%20of%20SFS.pdf
- (12) Let's Food. (2022). *Resilient Territories - For a sustainable and fair food system: Durban, South Africa*. https://18a5487c-da8d-4298-bde2-6d8a0f949b6a.filesusr.com/ugd/c96d90_8558194a8e3f466b9ac724a5d17b5a02.pdf
- (13) Gordillo, G. (2013). *Food Security and Sovereignty*. Food and Agriculture Organisation: FAO. <https://www.fao.org/3/ax736e/ax736e.pdf>
- (14) Intergovernmental Panel on Climate Change: IPCC. (2019). *Food Security*. In *Special Report on Climate Change and Land*. <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/>
- (15) Food and Agriculture Organisation: FAO. (2020). *Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient: Assurer la durabilité de l'environnement dans le contexte de la pénurie d'eau et du changement climatique* (NERC/20/6). <https://www.fao.org/3/nc215fr/nc215fr.pdf>
- (16) Rabboh, W. A. (2023). Entretien avec Walid Abed Rabboh mené par Let's Food, le 17 janvier 2023.
- (17) *Jordanie : Consommation et Distribution*. (2023). Fellah Trade. <https://www.fellah-trade.com/fr/export/atlas-agro/jordanie/consolidation>
- (18) Whitman, E. (2014, January 27). *En Jordanie aussi l'agriculture urbaine enrichit les quartiers pauvres*. Basta! <https://basta.media/jordanie-l-agriculture-urbaine>
- (19) *13 per cent of Jordanian households spend more than JD20,000 a year*. (2018, November 13). Jordan Times. <https://jordantimes.com/news/local/13-cent-jordanian-households-spend-more-jd20000-year>
- (20) City of Amman. (n.d.). *Amman - Jordan City page*. http://karianet.org/uploads/articles/21498548103Research%20on%20Amman-Jordan_Karianet.pdf
- (21) *A Sustainable Urban Food System in Amman*. (n.d.). Medurbantools. http://medurbantools.com/fr/portfolio_page/un-systeme-alimentaire-urbain-durable-a-amman/
- (22) Let's Food. (2023f, June 21). *Greening the camps*. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/greening-the-camps/>
- (23) Let's Food. (2023g, September 6). « Amman is Listening » - Bloomberg Philanthropies Global Mayors Challenge et Municipalité d'Amman. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/amman-is-listening-bloomberg-philanthropies-global-mayors-challenge-et-municipalite-damman/>
- (24) UNICEF. (2011, August). *Les différentes formes de malnutrition*. https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2022/08/Les_différentes_formes_de_malnutrition_Unicef_France_juillet_2011.pdf
- (25) Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). (2021, December). *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) Madagascar*. UNFCCC. <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PNA-Madagascar.pdf>
- (26) Matera, S. R. M., & Matera, S. R. M. (2023, October 2). *Antananarivo: une ville pour qui?*. World Bank. <https://blogs.worldbank.org/fr/nasilikiza/antananarivo-une-ville-pour-qui>
- (27) CIRAD. (2021, April 28). *Antananarivo, ville cultivée*. <https://www.cirad.fr/les-actualites-du-cirad/actualites/2019/science/antananarivo-ville-cultivee>
- (28) World Food Programme. (2023, March 31). *Madagascar*. <https://www.wfp.org/countries/madagascar>
- (29) Milan Urban Food Policy Pact. (2020). *Antananarivo*. https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2020/12/GOV-Antananarivo_2019.pdf
- (30) Mutualia. (n.d.). *Agriculture urbaine : les exemples de Paris, La Havane et Antananarivo*. <https://www.mutualia.fr/agriculteur/infos/economie-et-societe/news/agriculture-urbaine-les-exemples-de-paris-la-havane-et>
- (31) Milan Urban Food Policy Pact. (2023c, February 7). *Zero waste in the markets of Antananarivo*. <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/projects/zero-dechets-dans-les-marches-dantananarivo/>
- (32) Milan Urban Food Policy Pact. (2023b, February 7). *Projet Agro-Sylviculture autour d'Antananarivo*. <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/projects/projet-agro-sylviculture-autour-dantananarivo/>
- (33) Milan Urban Food Policy Pact. (2023a, February 7). *Monitoring and evaluation of MUFPP indicators*. <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/projects/suivi-et-evaluation-des-indicateurs-du-mufpp/>
- (34) Carey, J., & Cook, B. (2021). *The Milan Urban Food Policy Pact Monitoring Framework: A practical handbook for implementation*. FAO. <https://www.fao.org/3/cb4181en/cb4181en.pdf>
- (35) Food and Agriculture Organisation: FAO. (2018). *Antananarivo: Vegetable Gardens for School Canteens*. <https://www.fao.org/3/CA0499EN/ca0499en.pdf>
- (36) Jacob, N. (2023). *Fresh vegetables for school kids in Antananarivo*. In Water Adaptation Community. <https://communities.adaptationportal.gca.org/placemarks/maps/view/99711>
- (37) Programme ASA : programme Agro-Sylviculture autour d'Antananarivo: Nourrir la capitale. (n.d.). IRAM. <https://www.iram-fr.org/ouverturedpdf.php?file=679.pdf>
- (38) Raj, K. (2023). "We can't live like this." In Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/report/2022/07/14/we-cant-live/spains-failure-protect-rights-amid-rising-pandemic-linked-poverty>
- (39) International Monetary Fund: IMF. (2020, November 12). *Five charts on Spain's economy and response to COVID-19*. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/11/12/na111320-five-charts-on-spains-economy-and-response-to-covid-19>
- (40) Jiménez, D. (2020, September 24). *Opinion | There's a simple reason Spain has been hit hard by coronavirus*. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2020/09/24/opinion/spain-pandemic-second-wave.html>
- (41) Alston, P. (2020, February 7). *Spain: High rates of poverty a political choice, says UN rights expert*. OHCHR. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2020/02/spain-high-rates-poverty-political-choice-says-un-rights-expert>
- (42) Maqueda, A. (2021, July 16). *Coronavirus pandemic pushed poverty in Spain to highest levels since the Great Recession*. EL PAÍS English. <https://english.elpais.com/economy-and-business/2021-07-16/coronavirus-pandemic-pushed-poverty-in-spain-to-highest-levels-since-the-great-recession.html>
- (43) Euronews. (2022, November 22). "We can't manage anymore": Spain's "hunger queues" lengthen as inflation soars. Euronews. <https://www.euronews.com/2022/11/22/we-cant-manage-anymore-spains-hunger-queues-lengthen-as-inflation-soars>
- (44) Alvarez, E. C., Costa-Tutusaus, L., Milà-Villaroel, R., Krishnan, N. S., & Salinas-Roca, B. (2022). *Food insecurity of food aid users in urban and rural areas in Catalonia after the COVID crisis onset*. Research Square (Research Square). <https://doi.org/10.21203/rs.3.rs-1877275/v1>
- (45) Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación. (2019, November 19). *Agricultura*. <https://www.lamoncloa.gob.es/espana/eh18-19/agricultura/Paginas/index.aspx>
- (46) Cohen, D. (2022, July 26). *Farmers fear for future harvests as climate change takes its toll on Spanish agriculture*. ITV News. <https://www.itv.com/news/2022-07-26/farmers-fear-for-future-as-climate-change-takes-its-toll-on-spanish-agriculture>

- (47) Cabot, C. (2023, May 13). 'The country is becoming a desert': Drought-struck Spain is running out of water. France 24. <https://www.france24.com/en/europe/20230513-the-country-is-becoming-a-desert-drought-struck-spain-is-running-out-of-water>
- (48) Catalonia population 2023. (n.d.). <https://worldpopulationreview.com/regions/catalonia-population>
- (49) Government of Catalonia. (2018). Feeding on Future: Towards a productive, sustainable, resilient, healthy and responsible food system universally accessible in Catalonia. https://cads.gencat.cat/web/.content/Documents/Informes/2018/MENGENEM_FUTUR_angles-web.pdf
- (50) De Salut, D. (2022, June 1). Enquesta de salut de Catalunya - 2021. <https://scientiasalut.gencat.cat/handle/11351/7854>
- (51) Calbo Angrill, J., Gonçalves Ageitos, M., Barrera Escoda, A., García Serrano, J., Doblas-Reyes, F., Guemas, V., Cunillera I Grañó, J., & Altava Ortiz, V. (2016). Projeccions climàtiques i escenaris de futur. In *Terçer informe sobre el canvi climàtic a Catalunya* (pp. 115–133). Barcelona: Institut d'Estudis Catalans (IEC) : Generalitat de Catalunya. <https://upcommons.upc.edu/handle/2117/103153>
- (52) Statistical Institute of Catalonia. (2019). Idescat. Survey on Living Conditions. Població per nombre de privacions materials per sexe i edat. Catalunya. 2019. <https://www.idescat.cat/pub/?id=ecv&n=7647&t=201900&lang=en>
- (53) Where food is culture. (n.d.). Generalitat De Catalunya. <https://www.prodeca.cat/en/where-food-is-culture>
- (54) Generalitat de Catalunya. (2023). DECRET 92/2023, de 16 de maig, pel qual es modifica el Decret 126/2017, de 25 de juliol, del Consell Català de l'Alimentació. Diari Oficial De La Generalitat De Catalunya. <https://dogc.gencat.cat/ca/document-del-dogc/?documentId=960655>
- (55) Generalitat de Catalunya, Ministry of Climate Action, & Food and Rural Agenda. (2021). Strategic Food Plan for Catalonia 2021-2026: A roadmap for one of the country's strategic sectors. https://agricultura.gencat.cat/web/.content/04-alimentacio/consell-catala-alimentacio/enllacos-documents/fitxers-binaris/strategic-food-plan-catalonia-2021-2026_executive-summary.pdf
- (56) La Tribune. (2023, April 10). Au Maroc, la tension sociale monte face à l'inflation galopante. [https://www.latribune.fr/economie/international/au-maroc-la-tension-sociale-monte-face-a-l-inflation-galopante-958277.html#:~:text=9%2C4%25%20d'inflation%20au%20premier%20trimestre&text=Le%20taux%20d'inflation%20a,commissariat%20au%20Plan%20\(HCP\)](https://www.latribune.fr/economie/international/au-maroc-la-tension-sociale-monte-face-a-l-inflation-galopante-958277.html#:~:text=9%2C4%25%20d'inflation%20au%20premier%20trimestre&text=Le%20taux%20d'inflation%20a,commissariat%20au%20Plan%20(HCP))
- (57) Let's Food. (2023b, June 2). Association de développement local de Chefchaouen. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/association-de-developpement-local-de-chefchaouen/>
- (58) Let's Food. (2023d, June 2). Association Talasemtane pour l'Environnement et le Développement. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/association-talassetane-pour-lenvironnement-et-le-developpement/>
- (59) Let's Food. (2023c, June 2). Association Fondation pour l'Humain, Terroir et Alternatives. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/association-fondation-pour-lhumain-terroir-et-alternatives/>
- (60) Let's Food. (2023e, June 6). Coopérative Féminine de Champignons. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/cooperative-feminine-de-champignons/>
- (61) Food and Agriculture Organisation : FAO. (2020, September 25). The place of sustainable tourism in preserving four incredible agricultural sites. <https://www.fao.org/fao-stories/article/en/c/1309636/>
- (62) Ghidouche, K., Nechoud, L., & Ghidouche, F. (2021). Achieving sustainable development goals through agritourism in Algeria. *Worldwide Hospitality and Tourism Themes*, 13(1), 63–80. https://www.researchgate.net/profile/Nechoud-Lamia-2/publication/352003465_Achieving_sustainable_development_goals_through_agritourism_in_Algeria/links/60c9cc7092851c8e639a2834/Achieving-sustainable-development-goals-through-agritourism-in-Algeria.pdf
- (63) Elbakali, A. (2018). L'impact de la Diète Méditerranéenne sur le territoire de la ville de Chefchaouen. *Culture 21 - Commission de CGLU*. https://obs.agenda21culture.net/sites/default/files/2019-11/Chefchaouen2019_FRA.pdf
- (64) Règlement de la marque de qualité territoriale de Chefchaouen. (2018, December 4). Issuu. https://issuu.com/amdc7/docs/reglement_mqt_12052016
- (65) Let's Food. (2023a, June 1). Le projet Diète Méditerranéenne - UNESCO. Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/le-projet-diete-mediterraneeenne-unesco/>
- (66) Tv5monde. (2022, March 21). Afrique du Sud : aux racines de l'obésité, le prix des aliments sains. TV5MONDE - Informations. <https://information.tv5monde.com/afrique/afrique-du-sud-aux-racines-de-lobesite-le-prix-des-aliments-sains-159580#:~:text=Afrique%20du%20Sud-,Afrique%20du%20Sud%20%3A%20aux%20racines%20de%20l'ob%20C%20A9sit%20C%20A9%2C%20le,%20Dafricaines%20souffriront%20d'ob%20C%20A9sit%20C%20A9.>
- (67) Haini, H., Musa, S. F. P. D., Loon, P. W., & Basir, K. H. (2022). Does unemployment affect the relationship between income inequality and food security? *International Journal of Sociology and Social Policy*, 43(1/2), 48–66. <https://doi.org/10.1108/ijssp-12-2021-0303>
- (68) Durban population 2023. (n.d.). <https://worldpopulationreview.com/world-cities/durban-population>
- (69) Let's Food. (2022, July 21). Politique de soutien et de structuration des filières agroécologiques métropolitaines. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/municipal-agrihubs/>
- (70) Let's Food. (2020, March 25). (EN - FR) Durban (Afrique du Sud) - Initiative #6: Municipal AgriHubs to support smallholder farmers [Video]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=bskHoc7AJ6g>
- (71) Let's Food. (2020e, May 3). Fair Food Company: soutenir et faciliter l'accès au marché pour les petits producteurs à Durban. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/fair-food-company-soutenir-et-faciliter-lacces-au-marche-pour-les-petits-producteurs-a-durban/>
- (72) Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault. (2011). Observatoire des Espaces Agricoles et Forestiers du Département de l'Hérault: Plaine Montpelliéraine et Lunelloise (DDTM 34/Mission CEP). https://www.herault.gouv.fr/content/download/9877/54982/file/8_DGEAF_PlaieMontpelliéraineEtLunelloise.pdf
- (73) Agence d'urbanisme. (2013). Chiffres clefs de l'agriculture et des espaces agricoles: Communauté urbaine de Lyon. https://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/wp-content/uploads/2016/02/Rubrique-8-4-Chiffres_clefs-agriculture-Metropole-Lyon.pdf
- (74) Taste France. (2022, December 12). Discover the specialties of Occitanie French Region - Territories. Taste France for Business. <https://tastefranceforbusiness.com/our-territories/occitanie/>
- (75) Chambre d'agriculture Occitanie. (2023, July 7). L'agriculture de l'Hérault. <https://occitanie.chambre-agriculture.fr/productions-techniques/agriculture-regionale/agriculture-des-departements/lagriculture-de-lherault/>
- (76) Insee Analyses Occitanie. (2018, December 14). Montpellier Méditerranée Métropole: Un territoire dynamique qui resterait jeune à l'horizon 2040. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3673373>
- (77) Vallespir, J. (2020, October 6). Montpellier s'engage à lutter contre la pauvreté. Le Mouvement. <https://lemouvement.info/2020/10/05/montpellier-sengage-a-lutter-contre-la-pauvrete/>
- (78) La Politique Agroécologique et Alimentaire. (2022, January 20). Entreprendre À Montpellier. <https://www.entreprendre-montpellier.com/fr/la-politique-agroecologique-et-alimentaire>
- (79) Let's Food. (2020c, April 1). La Politique Agricole et Alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole: 6 engagements pour un système alimentaire plus durable. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/la-politique-agricole-et-alimentaire-de-montpellier-mediterranee-metropole-6-engagements-pour-un-systeme-alimentaire-plus-durable/>
- (80) Let's Food. (2020d, April 23). Ma Cantine Autrement: lutte contre le gaspillage alimentaire et la réduction des déchets tout en sensibilisant les petits comme les grands. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/ma-cantine-autrement-lutte-contre-le-gaspillage-alimentaire-et-la-reduction-des-dechets-tout-en-sensibilisant-les-petits-comme-les-grands/>
- (81) Sécurité sociale de l'alimentation. (2023, February 9). Caisse commune de l'alimentation Montpellier - Sécurité sociale de l'alimentation. Sécurité Sociale De L'alimentation. <https://securite-sociale-alimentation.org/initiative/caisse-commune-de-lalimentation-montpellier/>
- (82) Let's Food. (2020a, March 29). La Cagette, un supermarché coopératif accessible à tous. Let's Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/la-cagette/f>

- (83) Let's Food. (2020b, March 29). La Graine: monnaie locale de la région de Montpellier pour favoriser une consommation locale. Food Ideas. <https://letsfoodideas.com/fr/initiative/la-graine/>
- (84) GRDR Migration-Citoyenneté-Développement. (2017, October). Le système alimentaire du département de Rufisque. https://grdr.org/IMG/pdf/grd_rapport_satrufisque_lowdefb-2.pdf
- (85) Ecole d'Urbanisme de Paris. (n.d.). Du déclin au rebond: perspectives de développement urbain durable de la ville de Rufisque au sein des dynamiques métropolitaines. https://univ-gustave-eiffel.fr/fileadmin/Fichiers/EUP/Documents/Formation/Innovations_peda/Ateliers_pedagogiques/M2_2019_2020/Synthese_developpement_nurbaindurable_Rufisque_2019-2020.pdf
- (86) GRDR Migration-Citoyenneté-Développement. (n.d.). Le système alimentaire du département de Rufisque. <https://grdr.org/Le-systeme-alimentaire-du-departement-de-Rufisque>
- (87) Dakar Actu. (2021). Sécurité alimentaire: Le Conseil départemental de Rufisque installe le comité du Plan Alimentaire Territorial (PAT). https://www.dakaractu.com/Securite-alimentaire-Le-Conseil-departemental-de-Rufisque-installe-le-comite-du-Plan-Alimentaire-Territorial-PAT_a205482.html
- (88) Let's Food & Eating City. (2021). Les cantines scolaires au service de systèmes alimentaires territoriaux durables: Analyse comparée de bonnes pratiques. https://www.letsfood.fr/en/_files/ugd/c96d90_9b7b2730e6ff4742ac95aa1c6bc66c71.pdf
- (89) Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation. (n.d.). Système alimentaire durable et lutte contre la malnutrition dans le département de Rufisque. <https://araa.org/fr/field-project/syst%C3%A8me-alimentaire-durable-et-lutte-contre-la-malnutrition-dans-le-d%C3%A9partement-de>
- (90) GRDR Migration-Citoyenneté-Développement. (2022). Effets socio-économiques d'un dispositif d'alimentation scolaire approvisionné en circuits courts: Retour d'une expérience conduite dans 10 départements du Sénégal. https://grdr.org/IMG/pdf/etude_d_impact_grdr_181122.pdf
- (91) Daniels, A. (2021, January 21). São Paulo in poverty: improving life in the slums. Buzz. <https://buzz.bournemouth.ac.uk/2021/01/nearly-20-of-residents-in-sao-paulo-live-in-poverty/>
- (92) Van Mead, N., & Kommenda, N. (2020, February 3). Living on the edge: São Paulo's inequality mapped. The Guardian. <https://www.theguardian.com/cities/ng-interactive/2017/nov/27/living-edge-sao-paulo-inequality-mapped>
- (93) OLHE PARA a FOME. (n.d.). <https://olheparaafome.com.br/>
- (94) Reuters. (2022, May 27). Risk of food insecurity threatens record 36% of Brazilian families -study. Reuters. <https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/risk-food-insecurity-threatens-record-36-brazilian-families-study-2022-05-26/>
- (95) Almost 3.5 million unemployed in São Paulo. (2021, June 16). FGV EAESP. <https://eaesp.fgv.br/en/news/almost-35-million-unemployed-sao-paulo>
- (96) Elver, H. (2019). Fome zero: How Brazil's success story became a model for achieving the right to food. In *From Fome Zero to Zero Hunger* (pp. 98–111). <https://doi.org/10.18356/b5bd3ebf-en>
- (97) Proceedings of the international meeting Urban food policies. (2017, June 22). Issuu. https://issuu.com/chaireunescoadm/docs/01-actes-pau_en_20juin/32
- (98) RUAUF Urban Agriculture and Food Systems. (2019, November 18). A menu of actions to shape urban food environments for improved nutrition. <https://ruaf.org/document/a-menu-of-actions-to-shape-urban-food-environments-for-improved-nutrition/>
- (99) Cidade de São Paulo. (n.d.). Sao Paulo cria observatorio de segurança alimentar. <http://adm.capital.sp.gov.br/noticia/sao-paulo-cria-observatorio-de-seguranca-alimentar>
- (100) Sampa Rural. (n.d.-a). Centro em Referência em Segurança Alimentar e Nutricional da Vila Maria (CRESAN) e Banco de Alimentos do Município de São Paulo. <https://sampamaisrural.prefeitura.sp.gov.br/lugar/centro-em-referencia-em-seguranca-alimentar-e-nutricional-da-vila-maria-cresan-e-banco-de-alimentos-do-municipio-de-sao-paulo>
- (101) Secretaria Especial de Comunicação. (2020, December 2). Prefeitura inaugura Centro de Referência em Segurança Alimentar e Nutricional no Butantã. Cidade De São Paulo. <http://www.capital.sp.gov.br/noticia/prefeitura-reinaugura-centro-de-referencia-em-seguranca-alimentar-e-nutricional-no-butanta>
- (102) Prefeito do Município de São Paulo. (2021). RECOMENDAÇÃO 01/2021 - COMUSAN-SP -PROGRAMA DE METAS. <https://participemais.prefeitura.sp.gov.br/system/documents/attachments/000/000/591/original/470fc2b096e6408d24098f437188947ea25a7d5b.pdf>
- (103) Sampa Rural. (n.d.-b). Comusan – Conselho Municipal de Segurança Alimentar e Nutricional de São Paulo. <https://sampamaisrural.prefeitura.sp.gov.br/lugar/comusan-conselho-municipal-de-seguranca-alimentar-e-nutricional-de-sao-paulo>
- (104) Food and Agriculture Organisation: FAO. (n.d.). Cambodia. <https://www.fao.org/countryprofiles/index/en/?iso3=KHM>
- (105) U.S. Agency for International Development. (n.d.). Agriculture and Food Security | Cambodia. <https://www.usaid.gov/cambodia/agriculture-and-food-security>
- (106) World Bank Group. (2015). Cambodian Agriculture in Transition: Opportunities and risks. In World Bank. <https://www.worldbank.org/en/country/cambodia/publication/cambodian-agriculture-in-transition-opportunities-and-risks>
- (107) World Food Programme: WFP. (2023, May). WFP Cambodia Country Brief. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000150429/download/?_ga=2.43200876.839557200.1687443676-2064142054.1686671399
- (108) World Food Programme. (2023, March 31). Cambodia. <https://www.wfp.org/countries/cambodia>
- (109) Siem Reap (Urban Commune, Cambodia) - Population statistics, charts, map and location. (2019). City Population. https://www.citypopulation.de/en/cambodia/admin/krong_siem_reap/171009_siem_reap/
- (110) GRET. (n.d.). Developing sustainable agriculture by and for farmers in Siem Reap province in Cambodia. <https://gret.org/wp-content/uploads/2021/10/Project-completion-brochure-Apici.pdf>
- (111) AGRISUD. (2022). Alimentation durable: les territoires s'engagent! <https://www.agrisud.org/web/alimentation-durable-les-territoires-sengagent>
- (112) City of Vancouver. (2017). Monthly cost of nutritious groceries for a family of four. <https://opendata.vancouver.ca/pages/indicator-disaggregated-tags/?q.cardid=124>
- (113) Business in Vancouver. (2021, October 12). What is the key to B.C. food security? Business in Vancouver. <https://biv.com/article/2021/10/what-key-bc-food-security>
- (114) Health Quality BC. (2001, December 8). Food insecurity in BC: Understanding the impact and taking action. <https://healthqualitybc.ca/resources/food-insecurity-in-bc-understanding-the-impact-and-taking-action/> (<https://doi.org/10.1017/s1368980009991650>)
- (115) Parpouchi, M., Moniruzzaman, A., & Somers, J. M. (n.d.). Housing first and food insecurity: An experimental trial in Vancouver, Canada. *European Journal of Public Health*, 28(suppl_4). <https://doi.org/10.1093/eurpub/cky213.300>
- (116) Domingo, A., Spiegel, J., Guhn, M., Wittman, H., Ing, A., Sadik, T., Fediuk, K., Tikhonov, C., Schwartz, H., Chan, H. M., & Batal, M. (n.d.). Predictors of household food insecurity and relationship with obesity in First Nations communities in British Columbia, Manitoba, Alberta and Ontario. *Public Health Nutrition*, 24(5), 1021–1033. <https://doi.org/10.1017/s1368980019004889>
- (117) Elliott, B., Jayatilaka, D., Brown, C., Varley, L., & Corbett, K. (2012). "We are not being heard": Aboriginal perspectives on traditional foods access and food security. *Journal of Environmental and Public Health*, 2012, 1–9. <https://doi.org/10.1155/2012/130945>
- (118) *Vancouver population 2023 – Canada Population*. (2023). <https://canadapopulation.org/vancouver-population/>
- (119) City of Vancouver. (2007, January). *Vancouver Food Charter*. https://vancouver.ca/files/cov/Van_Food_Charter.pdf
- (120) City of Vancouver. (n.d.-b). *Vancouver Food Strategy*. <https://vancouver.ca/people-programs/vancouver-food-strategy.aspx>
- (121) City of Vancouver. (2013). *What feeds us: Vancouver Food Strategy*. <https://vancouver.ca/files/cov/vancouver-food-strategy-final.PDF>
- (122) Vancouver City Council. (2017). *Vancouver Food Strategy Progress Report and Action Plan Update*. <https://vancouver.ca/files/cov/final-food-strategy-report-back-and-update-2017-rt5-11893.pdf>
- (123) City of Vancouver. (n.d.-a). *Local food systems*. <https://vancouver.ca/people-programs/local-food-systems.aspx>
- (124) Vancouver Board of Parks and Recreation. (2021a). *Local Food System Action Plan*. <https://vancouver.ca/files/cov/local-food-action-plan-part-one.pdf>

125) Vancouver Board of Parks and Recreation. (2021b). Local Food System Action Plan: Public Engagement Insights. <https://vancouver.ca/files/cov/local-food-action-plan-part-thre.pdf>

(126) Monroy-Torres, R., Castillo-Chávez, Á., Carcaño-Valencia, E., Hernández-Luna, M., Caldera-Ortega, A. R., Serafín-Muñoz, A. H., Segovia, B. L., Medina-Jiménez, A. K., Jiménez-Garza, O., Méndez-Pérez, M., & López-Briones, S. (2021). Food Security, Environmental Health, and the Economy in Mexico: Lessons Learned with the COVID-19. *Sustainability*, 13(13), 7470. <https://doi.org/10.3390/su13137470>

(127) UNICEF. (2019). Estado mundial de la infancia 2019. Niños, alimentos y nutrición. Crecer bien en un mundo en transformación. <https://www.unicef.org/media/62486/file/Estado-mundial-de-la-infancia-2019.pdf>

(128) Méndez-Pérez, M., Monroy-Torres, R., Del Carmen Delgado Sandoval, S., & Medina-Jiménez, A. K. (2021). Food and Nutritional Insecurity before and during the COVID-19 Pandemic in Households of Women Belonging to a Social Program. *Food and Nutrition Sciences*, 12(07), 742–758. <https://doi.org/10.4236/fns.2021.127056>

(129) Monroy-Torres, R. (2022a). El acceso a la información y una reflexión derivada de a experiencia con un programa en la comunidad de Las Ladrilleras del Refugio. *REDICINAYSA*, 11(5), 17–28. <https://www3.ugto.mx/redicinaysa/images/publicaciones/2022/REDICINAYSA-VOL.-11-NO.-5-SEPTIEMBRE-OCTUBRE-2022.pdf>

(130) Monroy-Torres, R. (2022b, October 27). El acceso a la información. *Mexico Social*. <https://www.mexicosocial.org/el-acceso-a-la-informacion/>

(131) Morgan, K., & Sonnino, R. (2010). The urban foodscape: world cities and the new food equation. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2), 209–224. <https://doi.org/10.1093/cjres/rsq007>

(132) Yngve, A., Margetts, B., Hughes, R., & Tseng, M. (2009). Food insecurity – not just about rural communities in Africa and Asia. *Public Health Nutrition*, 12(11), 1971–1972. <https://doi.org/10.1017/s1368980009991650>

(133) World Bank Open Data. (2022). *Urban World Population*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicador/SP.URB.TOTL.IN.ZS?end=2022&start=2021>

(134) Ashe, L. M., & Sonnino, R. (2012). At the crossroads: new paradigms of food security, public health nutrition and school food. *Public Health Nutrition*, 16(6), 1020–1027. <https://doi.org/10.1017/s1368980012004326>

(135) L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. (2020). In *FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO eBooks*. <https://doi.org/10.4060/ca9692fr>

(136) UNEP - UN Environment Programme. (n.d.). *Cities and climate change*. <https://www.unep.org/explore-topics/resource-efficiency/what-we-do/cities/cities-and-climate-change>

(137) Argailot, J. (2014). Emergence et impacts de l'agriculture urbaine à Cuba. *Espaces Et Sociétés*, 158, 101–116. <https://hal.science/hal-01902107/document>

(138) Bricas, N., & Conaré, D. (2019). Perspectives historiques sur les liens entre ville et alimentation. Agriculture urbaine: Nourrir les villes autrement. *Institut Veolia*, 6–11. <https://agritrop.cirad.fr/593665/1/Bricas%20%26%20Conaré%202019%20-%20Agriculture%20urbaine%20Facts%20Reports.pdf>

(139) Zezza, A., & Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food Policy*, 35(4), 265–273. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.04.007>

(140) Hilal, R. (2012). Vocational Education and Training for women and youth in Palestine: Poverty reduction and gender equality under occupation. *International Journal of Educational Development*, 32(5), 686–695. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2012.02.008>

(141) Plan International. (2015). Young, woman and unemployed: the triple challenge: Youth economic empowerment in developing and emerging countries. https://plan-international.org/uploads/2022/01/gender_in_yee_pg_and_policies_fno_report_eng.pdf

(142) World Bank. (2022, May 20). Climate change could trigger internal migration of 216 million people. World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/2021/09/climate-change-could-soon-force-216-million-people-to-leave-their-homes-according-to-a-new-report/>



Avec le soutien de :



En collaboration avec :



AJUNTAMENT
DE VALÈNCIA

CEMAS